



YouTube



Dimanche

14 avril 2024

18 pages

No. 618

Gratuit

Réenregistrement des cartes SIM



Pas la solution pour venir à bout du trafic de drogue, clament Lazer et Lauthan

Parmesh Pallanee, expert en informatique

« **Le mal réside dans l'opacité entourant le transfert des données** »



Me Neelkanth Dulloo

« **Les données biométriques serviront à la surveillance biométrique** »

'Double-pay' les dimanches pour les services essentiels

« **Labouzi rouz** » pour les fonctionnaires après la promesse de Pravind Jugnauth

Agression d'un chauffeur de taxi



Le suspect retrouvé et lynché par le public avant d'être livré à la police



Meeting du 1^{er} mai

Le PTr déclenche la machinerie

Premier League

Arsenal défendra sa première place face à Aston Villa



Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Meeting du 1^{er} mai

Le PTr déclenche la machinerie



Alors que les discussions sur les modalités de la répartition de tickets, des postes et surtout du programme électoral se poursuivent entre les trois leaders de l'alliance PTr-MMM-PMSD, les rouges ont, eux, déjà enclenché la machinerie en vue du meeting du 1^{er} mai qui se tiendra devant la municipalité de Port-Louis, mais aussi

au pouvoir. Criminalité en hausse, drogue ravageuse, institutions en débandade, scandales interminables, gaspillages des fonds publics... Ce sont autant de facteurs sur lesquels Navin Ramgoolam s'est attardé. Puisque le meeting du 1^{er} mai marquera un point tournant pour les prochaines joutes électorales, il a souligné l'importance d'envoyer un signal fort au gouvernement.

Patrick Assirvaden :

« Il faut libérer le pays »

« Notre priorité est le 1^{er} mai. La campagne au sein du Parti travailliste a été lancée dans 20 circonscriptions », a déclaré, pour sa part, le président de l'exécutif et député du PTr, Patrick Assirvaden, après la tenue du comité exécutif vendredi après-midi à Ebène. Il a affirmé que le PTr est en contact avec les membres du MMM et du PMSD, que le plan de travail est déjà prêt et que le travail commence dès aujourd'hui. Il a aussi ajouté que la machinerie du PTr est en marche et il invite les Mauriciens à se rallier derrière le parti pour libérer le pays, à l'abandon selon lui.

Tout comme Navin Ramgoolam, Patrick Assirvaden déplore que la drogue gagne du terrain et que les institutions aient été accaparées par le Premier ministre et son gouvernement. Réagissant sur le coût de la vie, Patrick Assirvaden a soutenu que

l'économie est en train de dégringoler, que les prix montent à gogo, en particulier ceux des médicaments qui ont connu une hausse exorbitante. Selon lui, une pension de Rs 13 000 équivaut à Rs 9 000 dans le contexte actuel. Le député rouge déplore l'absence de maintien de l'ordre dans le pays suite à l'incident survenu à Sainte-Croix hier, lors duquel un chauffeur de

taxi a été victime d'un vol.

Selon lui, le message de leur leader Navin Ramgoolam était clair sur les sujets abordés. « Nous appelons les Mauriciens à se rallier derrière le PTr pour libérer le pays. Et le premier pas vers cette libération commence le 1^{er} mai », a-t-il déclaré.



pour la campagne électorale. Devant une forte mobilisation des agents et activistes du PTr, le leader, Navin Ramgoolam, a su les galvaniser en mettant l'accent sur l'urgence de botter ce gouvernement hors du pouvoir. La consigne était d'ailleurs claire : « Le pays avant tout », a-t-il insisté, en démontrant une certaine constance dans sa position.

Le leader du PTr est ainsi revenu sur les maux et la mauvaise gouvernance qui affectent le pays depuis que le MSM est



Shakeel Mohamed :

« Il faut une cassure totale entre la politique et la religion »

Shakeel Mohamed dénonce le discours du Premier ministre lors des célébrations de l'Eid-UI-Fitr dans une vidéo postée sur sa page Facebook. Il regrette que le Premier ministre ait abordé des sujets politiques lors de cette fête religieuse, malgré les mises en garde du président de la Sunni Razvi Academy. Il a également déploré que le Premier ministre ait profité de l'occasion pour faire des annonces politiques, telles que l'ouverture prochaine d'une ambassade saoudienne et des facilités accordées aux veuves musulmanes pour résoudre des injustices.

Le député du PTr souligne qu'il est nécessaire d'établir une séparation totale entre la politique et la religion, qu'il est tout à fait normal qu'un dirigeant politique prononce un discours, mais que celui-ci devrait faire preuve de retenue et éviter de politiser les événements religieux à l'approche des élections générales, que ce soit à la MBC, à l'Assemblée nationale ou lors



de cérémonies religieuses. Il fait remarquer que certains politiciens mêlent la politique à la religion alors qu'ils avaient déjà déclaré qu'ils ne feraient aucun discours lors des célébrations religieuses.

Shakeel Mohamed a appelé à une séparation totale entre la politique et la religion, et a annoncé qu'aucun membre de l'exécutif ne fera de discours lors des célébrations religieuses dans un futur gouvernement du PTr et ses alliés.

Parlement

Nouvelle 'dirty trick' prévue contre Navin Ramgoolam

O nze questions seront adressées au chef du gouvernement, Pravind Jugnauth, lors du 'Prime Minister's Question Time' ce mardi. Plusieurs sujets seront au menu, notamment l'affaire Wakashio, le réenregistrement des cartes SIM, les développements à Agaléga, et bien d'autres. C'est le député du MMM, Reza Uteem, qui ouvrira la séance du PMQT avec une question concernant la suspension de l' 'Acting Director' de la 'Mauritius Ports Authority'. Le député mauve veut savoir si des décisions ont été prises quant à sa réintégration.

L'affaire du coffre-fort de l'ancien Premier ministre, Navin Ramgoolam fera l'objet d'une question de la députée du gouvernement, Joanne Tour, qui demandera de fournir des explications concernant l'enquête menée par le Commissaire de police. Une question qui semble avoir un but bien précis : viser l'ancien Premier ministre qui reste, à ce jour, le seul challenger du Premier ministre, Pravind Jugnauth. Le Parlement est donc devenu une plateforme pour l'attaquer. Parions que le Premier ministre n'invoquera pas la confidentialité dans ce cas, bien que l'affaire soit en Cour.

Le 'Chief Whip' du gouvernement, Kavi Doolub, reviendra également avec une question sur les développements à Agaléga et interrogera le Premier ministre sur la publication de l'accord signé entre le gouvernement mauricien et indien. Le réenregistrement des cartes SIM préoccupe le député du PTr, Fabrice

David, qui souhaite savoir combien de cartes SIM ont été réenregistrées jusqu'à présent et si le délai imparti sera prolongé. En ce qui concerne les stupéfiants ou les infractions liées à la drogue, des informations sur le nombre de mineurs impliqués dans ces cas et s'ils ont été arrêtés depuis janvier 2022 seront demandées par le député du PTr, Eshan Juman.

Par ailleurs, la ministre Kalpana Koonjoo-Shah devra répondre à une question de la députée du PTr Stéphanie Anquetil, et indiquer les mesures prises par son ministère pour le transfert d'un enfant résidant actuellement à la pouponnière Cœur Immaculée de Marie, alors qu'il a atteint l'âge limite pour la garderie. Le député du PMSD, Patrice Armance, interrogera le vice-Premier ministre et ministre des Collectivités locales, Anwar Husnoo, sur le nombre de demandes de constructions rejetées pour des terres situées dans les zones inondables depuis la mise en œuvre du 'Land and Drainage Masterplan'. La députée du MMM, Karen Foo Kune-Bacha, souhaite obtenir des détails du ministre des Utilités publiques, Joe Lesjongard, sur le remplacement de tuyaux en amiante dans le réseau de la CWA depuis 2019.

La ministre de l'Éducation, Leela Devi Dookun-Luchoomun, devra répondre à une question du député du PTr, Mahen Gungapersad, sur le manque d'enseignants dans les collèges d'État et privés depuis la rentrée scolaire et durant toute la durée du premier trimestre, et



fournir le nombre d'enseignants dans chaque cas. Le ministre Joe Lesjongard devra répondre à une question du député Patrick Assirvaden sur l'achat d'électricité. Ce dernier souhaite connaître la date à laquelle le dernier accord a été signé entre le board et 'CorexSolar International Ltd', ainsi que le montant des frais juridiques engagés. Le député Franco Quirin interpellera le ministre des Sports, Stéphane Toussaint, sur le rapport financier du 'Mauritius Sports Council' qui n'a pas été inclus dans le rapport de l'Audit. Il souhaite connaître les mesures que le ministre compte prendre.

La ministre Fazila Jeewa-Daureeawoo devra répondre à une question de la députée Ariane Navarre-Marie sur les cas de violence à l'égard des personnes

âgées, et si des modifications aux législations existantes sont envisagées pour des peines plus sévères. Le secteur de la santé préoccupe le député du PMSD, Richard Duval, qui interrogera le ministre Kailesh Jagutpal sur les frais payés par le ministère de la Santé pour des services médicaux au cours des années financières 2020/21, 2021/22 et 2022/23. Il demande au ministre de justifier ces dépenses. Joanna Bérenger, députée du MMM, ne lâchera pas prise sur le dossier de la 'Silver Bank'. Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, devra répondre à sa question sur la raison de sa mise sous curatelle, si 'Deloitte' a été chargé de vérifier les comptes, et pourquoi la 'Bank of Mauritius' n'a pas jugé nécessaire de nommer un conservateur.

Air Mauritius

Les employés dénoncent des bénéfices indus en faveur d'un président de syndicat

D es accusations circulent selon lesquelles le président d'un syndicat d'Air Mauritius, serait favorisé par Amba Manikam et Ken Arian au sein de la compagnie nationale d'aviation. Les employés font part de leurs préoccupations quant aux pratiques de certains hauts gradés, et dénoncent le non-respect des règles et règlements par le protégé en question.

Des questions persistent autour du planning de travail de ce dernier, avec des informations indiquant son absence à son lieu de travail pendant dix mois, alors qu'il aurait tout de même perçu une rémunération mensuelle. Les employés s'interrogent sur son absence et sur ses fonctions. Ils remettent également en question le versement de paiements pour des supposées heures supplémentaires, sans preuve de sa

présence au travail. En l'absence de réponses satisfaisantes, les employés réclament des explications.

De plus, le président de ce syndicat serait actuellement en congé, alors qu'il aurait été absent de son lieu de travail ces derniers mois. Les employés dénoncent cette injustice envers ceux qui contribuent réellement au développement de la compagnie. Le président du syndicat en question est également critiqué pour avoir réintégré la compagnie, tout comme son épouse, en 2008, sans recommencer à zéro, contrairement à ce qui est habituellement exigé lors d'une réintégration. Il aurait récupéré ses privilèges et même été promu, illustrant un favoritisme dans l'entreprise. Sans compter que l'absence d'élection pour le renouvellement de ses mandats,



conformément aux règlements des associations, suscite des soupçons. Les employés estiment que le président tente de contourner les procédures syndicales établies.

Les employés appellent à une enquête interne pour faire la lumière sur ces allégations, et réclament transparence et responsabilité au sein de la compagnie nationale d'aviation.

UP

Après cinq jours d'angoisse, Sheela, une femme souffrant d'Alzheimer, a été retrouvée saine et sauve dans les bois de St-Julien-d'Hotman grâce à l'aide précieuse d'un promeneur attentif et à la diffusion virale d'un appel à l'aide sur TikTok. Sa famille a exprimé une profonde gratitude envers la communauté pour son soutien. Bien que blessée et affaiblie, Sheela, qui a été hospitalisée à Flacq, se remet doucement.



A ÉTÉ DIT



« Nous devons produire 70 % de nos produits localement, en mettant l'accent sur une agriculture raisonnée et à des prix très abordables pour permettre à chacun de manger sainement et convenablement. L'augmentation du coût de la vie, qui a triplé, est en grande partie due à notre dépendance excessive aux importations alimentaires. L'économie du bien-être est une stratégie politique qui prend en compte de nombreux autres facteurs. Mais commençons par la nutrition ; le reste suivra. Une population bien nourrie est une population heureuse. Je crois fermement que nous sommes ce que nous mangeons. »

Meghna Raghoobar
L'Express
8 avril 2024

C'EST ÉCRIT

« Le récent rapport de V-Dem affirme que Maurice dégringole et que des tentacules pénètrent dans toutes les institutions et des personnes craignent de s'exprimer de peur d'être arrêtées. Si tel est le cas, les citoyens doivent se demander si c'est cela le pays où ils veulent voir leurs enfants grandir. »

Satyajit Boolell
Le Mauricien
8 avril 2024



DOWN



Le discours du Premier ministre lors des célébrations de l'Eid-ul-Fitr a été perçu comme une tentative cynique de courtoiser l'électorat musulman en vue des prochaines élections générales. C'est la première fois qu'il s'exprime sur le génocide qui a lieu à Gaza depuis six mois maintenant, ce qui soulève des questions sur l'hypocrisie de ses intentions. On peut voir cette intervention comme une manœuvre opportuniste pour gagner des votes, plutôt qu'une véritable manifestation de soutien sincère. Le Premier ministre suscite le scepticisme quant à ses motivations réelles et le fait de politiser une occasion qui devrait normalement être dépourvue d'agenda partisan.

Dans les coulisses...

Ministre méconnu

Un ministre bouncer a été très embarrassé dans une fonction officielle à l'occasion de la fête Eid au Sunni Razvi durant la semaine. Alors qu'il s'apprêtait à prendre place aux premières loges, il a été gentiment prié de se mettre à l'arrière, les sièges de la première rangée étant réservés aux ministres, lui a-t-on fait comprendre. Il a dû alors expliquer qu'il était ministre. Un moment fort gênant qui démontre à quel point certains élus du gouvernement sont méconnus du public.

Calife à la place du calife

Ce médecin très en vue pendant la Covid-19 aspire à être calife à la place du calife. Connue pour sa proximité avec le MSM, il vise ni plus ni moins que le fauteuil du ministre de la Santé. C'est d'ailleurs sur toutes les lèvres au 5^{ème} étage du bâtiment Emmanuel Anquetil à Port-Louis. Il se chuchote même que le principal intéressé se serait même rendu dans la Grande Île récemment en vue de faire une prière particulière.

Un ministre planifie son avenir

Ce ministre d'une région port-louisienne ne serait pas candidat aux prochaines élections. Médecin de carrière, il vise donc à construire une clinique privée à Quatre-Bornes. Il a, semble-t-il, déjà incorporé une compagnie depuis mi-2023 et a récemment fait une demande pour un permis EIA au ministère de l'Environnement.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans
le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY TIMES

Me Neelkanth Dulloo

« Les données biométriques serviront à la surveillance biométrique »

Q : La marmite politique est en ébullition. Comment voyez-vous évoluer les choses ?

Effectivement ! Les échéances électorales approchent à grands pas et c'est tant mieux pour le pays. Il nous faut libérer le pays du joug de la mafia, de la corruption et de la drogue, redresser le law and order, redonner le pouvoir d'achat aux Mauriciens, rehausser le niveau d'éducation et laisser les institutions fonctionner librement.

La population souffre depuis 2014. Rappelez-vous comment durant la campagne électorale cette année-là, le tandem Sir Anerood Jugnauth et Vishnu Lutchmeenaraidoo a fait croire à la population qu'il y aurait un miracle économique. Or, c'est un désastre économique qu'on a eu, SAJ ayant cédé son primeministership à son fils et Vishnu Lutchmeenaraidoo ayant été relégué au second plan avant de démissionner du gouvernement, n'étant lui-même pas satisfait de la performance de ce dernier.

La dette publique sera bientôt trois fois plus élevée qu'en 2014. Le 'National Pension Fund' est au bord de l'effondrement, et la valeur de notre roupie est une honte nationale. La politique a grandement évolué vers la corruption financière et a reculé en termes de responsabilité, de sens de l'État et de bonne gouvernance. C'est un échec total.

Q : Le pays n'a donc pas avancé depuis 2014, à vous croire ?

Au cours de ces dix dernières années, nous avons subi un recul considérable concernant les finances de l'État, le développement économique, l'intégration sociale, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la protection des consommateurs. Rien n'a été entrepris pour promouvoir l'économie bleue et exploiter nos ressources marines. La gestion de nos institutions a été un échec total. Les gens continuent à mendier pour se faire opérer à l'étranger car nos hôpitaux sont livrés à eux-mêmes sans politique de développement claire. La diplomatie est en panne. Où en sommes-nous avec notre politique d'intégration régionale et de commerce international ? La liste des préoccupations est très longue.

Q : Il y aura quand même un dernier budget avant la tenue des élections. Ne pensez-vous pas que le gouvernement tentera de l'utiliser en sa faveur pour amadouer la population ?



Dans une interview accordée au *Sunday Times*, Me Neelkanth Dulloo exprime son point de vue sur plusieurs sujets d'actualités. Étant de ceux qui n'ont jamais « hésité à défendre les nécessiteux, les opprimés et les orphelins », l'avocat dénonce la gestion du gouvernement actuel et met l'accent sur l'urgence de voter pour un changement.

Évidemment puisqu'il dispose des leviers de l'État ! Mais la population n'est pas dupe. L'effet de « *labous dou* » se dissipera très vite et les Mauriciens devront ensuite composer avec le goût amer de la pilule qu'ils seront forcés d'avalier, même si elle est indigeste. La roupie a perdu de sa valeur et c'est le résultat d'une politique monétaire délibérée pour faire grossir les réserves de la banque centrale, après que la caisse de celle-ci ait été dévaluée par le gouvernement. Aujourd'hui, la majorité des gens rencontrent des problèmes économiques et sont endettés. Avec la politique de ce régime encourageant l'endettement, il reste très peu pour se nourrir.

Nos chômeurs sont principalement des jeunes. Il n'y a point de nouveaux secteurs émergents pour contribuer à notre économie. La politique du Parti Travailleiste qui avait initié le programme 'Make Poverty History' lorsque le Dr Navin Ramgoolam était Premier ministre aurait dû être suivie, hélas ! L'emploi, l'éducation, le logement, la violence, l'avenir de nos enfants et la sécurité de nos aînés, ainsi que les problèmes liés à la drogue dure et synthétique, demeurent des problèmes majeurs auxquels Pravind Jugnauth n'a pas apporté de solution.

Q : En tant qu'avocat, qu'est-ce qui ne va pas, selon vous, avec notre law and order ?

Il n'y a point eu de réformes au niveau de la force policière depuis 2014, en dépit d'une promesse électorale en ce sens. Nous avons milité en faveur d'un syndicat de police pour la rendre plus équitable, juste et performante, mais je dois avouer que je suis déçu. Le ministre de l'Intérieur contrôle la force policière comme un monarque dans son royaume. Ce n'est pas moi qui décide de la façon dont les promotions sont accordées dans la police. Vous savez très bien, et presque toute la population sait comment se déroulent les promotions de nos jours. La République mérite mieux. Je reçois continuellement des doléances sur la façon dont la police est gérée. C'est décourageant pour l'ensemble de la force.

Q : N'est-ce pas un désaveu pour le ministre de l'Intérieur qui est aussi Premier ministre ?

Il n'est pas intéressé à redresser le niveau du 'law and order' dans le pays. Il est préoccupé par son projet de 'money politics' et son rôle de 'Père Noël'. Entretemps, les autorités ne parviennent pas à combattre les fléaux qui rongent notre société. Et

lorsque la population s'appauvrit, le taux de criminalité augmente automatiquement. Je salue ceux qui apportent leur aide rassurante dans de nombreuses villes et villages pour lutter contre les vols quotidiens. C'est une réalité, car les postes de police manquent de personnel et sont surchargés administrativement. Il aurait fallu mettre en place des postes de police mobiles pour mieux couvrir certaines régions de l'île, ainsi que fournir davantage de motos aux policiers pour des interventions rapides et efficaces.

Q : Pourquoi les Mauriciens n'ont-ils plus confiance en la gestion de nos institutions publiques, selon vous ?

Parce que le choix des personnes pour diriger les institutions publiques se fait dans l'opacité. C'est ainsi et cela ne changera pas tant que le régime actuel reste au pouvoir. Outre d'avoir un contrôle sur les institutions, cette politique leur permet aussi d'évincer quiconque, un samedi ou un dimanche, sans donner de raisons pour leur révocation ou non-renouvellement de leur contrat. Ils s'occupent de ces affaires en famille, entre amis, et pour se protéger. Ils confondent la République avec une compagnie familiale.

Q : Croyez-vous en la justice telle qu'elle est actuellement ?

C'est le seul rempart contre l'injustice. Les méchants craignent d'être jugés. Sans la justice, c'est l'anarchie. Sans justice, il n'y a plus de démocratie ni de République. On doit y croire fermement. On ne doit jamais menacer l'État de droit.

Q : Mais pourquoi les autorités concernées mettent-elles autant de temps à rendre la justice, sachant que 'justice delayed is justice denied' ?

Elles font de leur mieux. On ne peut pas faire pression sur la justice. La justice doit avoir une indépendance absolue. Pour régler ce problème, il faut plus de personnel dans le corps judiciaire parce que l'indépendance de la justice est une alternance à la monarchie.

Q : Et que se passe-t-il lorsque cette indépendance est menacée et que les pouvoirs du DPP sont usurpés par un nommé politique de la nouvelle 'Financial Crimes Commission' ?

Tout le monde sait que la FCC n'est qu'un outil politique. Mais elle ne fera

pas long feu. Tout comme l'ICAC, la 'Financial Services Commission' disparaîtra en temps et lieu.

Q : Et qu'en est-il du conflit entre le bureau du Commissaire de police et celui du Directeur des Poursuites Publiques ?

Une main invisible tente de déstabiliser le présent DPP. C'était aussi le cas avec son prédécesseur. Le bureau du DPP est un obstacle pour certains. Mes amis et moi sommes au cœur de ce conflit parce que nous défendons Laurette, Bissessur et Sabapathi. Ces trois cas, on l'a déjà dit, sont des 'politically motivated cases'.

Le silence de notre cher Premier ministre me donne raison de dire qu'il ne sait pas vraiment que son silence dans ce conflit y est pour quelque chose. Sinon pourquoi ne rien dire et ne rien faire ?

Q : Un autre sujet qui retient l'attention en ce moment et que vous avez-vous-même dénoncé est le réenregistrement des SIM Cards, qui est lié à la nouvelle carte d'identité. Que contestez-vous dans cette démarche ?

Je le dis haut et fort. Pour moi, la base de données biométriques récoltées depuis 2013 n'a pas été détruite. Maintenant, on est en train de renforcer les données de toute la population. Elles serviront pour la surveillance biométrique. Si on n'arrête pas cela, il y aura bientôt des protocoles de sécurité. Cela renforcera la vidéosurveillance algorithmique ou automatisée, c'est-à-dire la surveillance biométrique par le biais de caméras. Les autorités auront la possibilité de mettre en œuvre la surveillance biométrique dans l'espace public, avant, pendant et après la tenue des événements.

En 2013, la surveillance biométrique et sa technologie de reconnaissance avait soulevé de nombreuses inquiétudes de la part de Pravind Jugnauth. Aujourd'hui, il a soudainement changé de position. Le présent régime procède à des réglementations au lieu de lois constitutionnelles en bonne et due forme. Je n'ai ni vu ni lu les réglementations concernant la nouvelle carte d'identité. Elles ont simplement été cachées quelque part.

Q : Le jugement de la plainte constitutionnelle logée en Cour revêtira donc toute son importance dans le dénouement de cette affaire, n'est-ce pas ?

Bien sûr ! Je salue d'ailleurs mes amis qui ont eu le courage de prendre le devant dans cette bataille si importante pour la dignité de notre République.

Q : À l'approche du 1^{er} mai et surtout des prochaines élections générales, quel est votre souhait pour le pays ?

Votez en bloc ! Votez contre les amateurs qui se déguisent en hommes et femmes politiques mais qui sont en réalité des porte-voix et des agents d'un groupuscule minoritaire motivé uniquement par leurs intérêts personnels, au détriment de la République. Nous devons empêcher ces intérêts de prospérer. Si cela continue, avec leur 'money politics', toute une nation souffrira.

Les électeurs doivent réaliser que le vote est sacré, le vote est divin. S'il est motivé par l'argent ou l'influence, le jour du jugement, on en répondra. Le choix est clair entre Navin Ramgoolam et Pravind Jugnauth. Pour ma part, ce dernier ne mérite pas un autre mandat pour des raisons très évidentes concernant sa façon de gérer les affaires de l'État.

'Double-pay' les dimanches pour les services essentiels

« Labouzi rouz » pour les fonctionnaires après la promesse de Pravind Jugnauth

L'impatience commence à gagner les employés du secteur des services essentiels. Et pour cause ! Dans son message à la Nation le 1^{er} janvier dernier, le Premier ministre avait annoncé, en bombant le torse, que ces fonctionnaires seront doublement rémunérés les dimanches. Et ce, avec effet immédiat. Or, jusqu'ici, ils disent n'avoir reçu aucun supplément en dépit de la promesse premier-ministérielle.

« J'ai décidé de corriger une injustice qui existe depuis longtemps. Mo pou recommande PRB pou bane employés secteurs publics ki travay dans services essentiels, c.a.d. policiers, pompiers, garde prisons et employés lopital pou payé double quand zot appelés à travay ene dimanche. En attendant le rapport du PRB, mon gouvernement donnera à tous les employés concernés une allocation équivalent à ce 'double-pay' dès aujourd'hui ». C'est ce qu'avait annoncé Pravind Jugnauth, en même temps qu'il annonçait la hausse de la pension à Rs 13 500 pour ceux âgés de plus de 75 ans.

Mais les fonctionnaires concernés attendent toujours « avec labouzi rouz » alors que les pensionnaires, eux, ont déjà eu droit à leur augmentation. Et pas que pour ceux âgés de plus de 75 ans seulement, mais aussi pour les pensionnaires de 60 ans à monter, puisqu'entretiens ces derniers ont aussi eu droit à l'augmentation qui leur avait été promise depuis 2019. N'était-ce qu'un effet d'annonce pour le nouvel an ? C'est

ce que demandent ces employés des services essentiels. D'autant que bientôt cinq mois s'écouleront depuis cette fameuse annonce.

« Zot tou pe reste atan mem », nous confie un policier de longue date. « La police ti supposé gagne en premier », croit-il même savoir. Même son de cloche du côté des employés du service hospitalier et des gardes-chiourmes. « Mone vérifié avec département concerné li dire moi penkor gagne auken circulaire », dit-il, en soutenant que même le paiement des allocations pour les heures supplémentaire pour ce mois a été bloqué. D'ailleurs, il se pose des questions sur les modalités du paiement de 'double-pay' pour les dimanches s'il est concrétisé.

« Il y a deux shifts par jour : le day shift et le night shift. Si quelqu'un prend le travail un samedi après-midi pour terminer à 8h le dimanche. Sera-t-il rémunéré doublement pour les huit heures qu'il aura travaillé un dimanche, soit de minuit à 8h ? Idem pour quelqu'un qui prend le travail un dimanche après-midi pour terminer le lundi matin à 8h. Sera-t-il payé doublement jusqu'à minuit dimanche ? Ou est-ce que le gouvernement

va payer uniquement pour le day shift ? Pour l'instant, c'est encore flou, le département des finances n'ayant reçu aucune instruction en ce sens », poursuit notre interlocuteur.

Le président de la 'Government Services Employees Association' (GSEA), Radakrishna Sadien, confirme, pour sa part, qu'aucune circulaire n'a été émise à ce jour sur la double rémunération pour les dimanches. « Nous n'avons même pas encore vu la circulaire à cet effet. C'est facile de faire des annonces. Par contre, c'est plus difficile de les concrétiser », dit-il. Et d'ajouter qu'il a non seulement adressé une lettre aux autorités concernées pour demander au gouvernement de tenir parole, mais qu'il a également abordé le sujet directement avec le ministre de la Fonction publique. Jusqu'ici cependant, rien n'a progressé.

Pactole à la veille des élections

Selon certains fonctionnaires, le non-paiement de ce 'double-pay' pour les dimanches depuis le mois de janvier ainsi que des heures supplémentaires dans certains départements et ministères, comme dans la santé, aurait un but spécifique. Ils y voient en effet une tactique délibérée visant à payer les fonctionnaires concernés à la veille des élections. Ce qui équivaldrait alors à un joli pactole. « Li pou kouma dire ene bonus sa. Li donne sa zis avant élections kuma li créé ene feel good factor parmi bane fonctionnaires. En plus, personne pa pou kapave dire que c'est ene bribe électoral parski ti fini annoncé depi bien avant », disent-ils, en dénonçant cette stratégie visant à instrumentaliser des employés du service civil à des fins purement politiques et électoralistes.

Conflit autour du Centre Culturel Tamoul

Une plainte déposée en cour pour contester la décision du gouvernement

Le conflit autour du Centre Culturel Tamoul ne cesse de prendre de l'ampleur. Selon Rajen Narsinghen, qui s'est exprimé lors d'une conférence de presse, le principal responsable de la situation est le Premier ministre. Il déplore catégoriquement le manque de transparence concernant ce qui se passe autour de cette parcelle de terre allouée pour le Centre Culturel Tamoul. Dans ce contexte, le 'Mouvement Ranne Nou La Terre' prévoit une série d'événements, dont une manifestation pacifique le 16 avril devant l'hôtel du gouvernement.

Par ailleurs, une plainte a été déposée par trois membres du mouvement à la Cour Suprême, le lundi 08 avril, contre le ministère du Logement et celui des Arts et de la Culture. Cette plainte intervient suite à un conflit concernant la résiliation d'un terrain pour la construction d'un centre culturel. Les membres réclament une compensation de Rs75 millions, somme qui doit être versée au 'Tamil Cultural Centre Trust', affirment-ils. Ils dénoncent la façon de faire du gouvernement et qualifient son action de révoltante. Ils estiment qu'il s'agit là d'un combat pour leur dignité, et que la communauté Tamoule ne lutte pas pour une faveur, mais pour son droit. Ils soulignent qu'ils avaient reçu ce terrain à bail en 2010, et que l'accord devait se terminer en 2030. Par conséquent, pour eux, le gouvernement a agi de manière malhonnête, et c'est ce qu'ils dénoncent.

Devarajen Kanaksabee, pour sa part, fait remarquer que le Premier ministre adjoint a refusé de présenter ses excuses à l'Assemblée nationale, alors qu'il avait qualifié cette affaire de « galimatias ». Il condamne fermement les propos du ministre Steven Obeegadoo, et ne mâche pas ses mots sur la situation de la communauté Tamoule. « Nous n'allons pas céder, et nous continuerons jusqu'à ce que justice soit rendue. Nous avons déposé une plainte en Cour et l'affaire sera entendue le 09 mai prochain », dit-il. Pour lui, cette parcelle de terre est un endroit stratégique pour la construction du centre. Il regrette que le gouvernement affirme que le MTCC n'a pas commencé la construction, ce qui fait que les conditions attachées au bail n'ont pas été respectées. « Dès que nous avons reçu notre bail en 2010, nous avons entamé les procédures pour la construction. Ce n'est qu'en 2020 que nous avons obtenu notre permis », conclut-il.

Questions à

Réenregistrement des cartes SIM

Parmesh Pallanee, expert en informatique

« Le mal réside dans l'opacité entourant le transfert des données »

Q : À l'approche de la date butoir pour le réenregistrement des cartes SIM, pensez-vous que les détenteurs et utilisateurs de ces cartes ont compris les enjeux de cet exercice dont le motif réel est mis en doute ?

Je pense que la plupart des Mauriciens réalisent qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette affaire. D'où leur réticence à se soumettre à cet exercice. D'ailleurs, ils dénoncent même le harcèlement auquel ils font face de la part des opérateurs de téléphonie mobile ainsi que d'autres 'service providers' qui utilisent le téléphone portable pour offrir certains services.

Q : Ce « harcèlement » que vous évoquez ou la peur de ne plus avoir accès à certaines facilités ou services ne les pousseront-ils pas finalement à réenregistrer leurs Sim Cards ?

Au contraire, plus ils sont harcelés, plus ils réalisent que ce n'est pas normal, d'autant que les craintes exprimées par les experts en informatique depuis le 30 octobre - quand cette annonce avait été faite - ont été bien comprises. Je sais d'ailleurs que depuis mars, des compagnies évoluant dans plusieurs secteurs, dont les services financiers, le tourisme, la distribution entre autres, forcent leurs clients ou leurs employés à se plier à cet exercice. Beaucoup de pressions sont exercées sur les employés qui ont, eux, toujours des appréhensions. D'autant que leurs SIM Cards sont leurs propriétés personnelles. Le problème avec cet exercice, c'est qu'il y a un manque de transparence autour des technologies qui ont été mises en place.

Q : Je suppose que vous faites allusion au « middleware » qui sera utilisé pour authentifier les données, n'est-ce pas ?

Exactement. Les opérateurs de téléphonie mobile utilisent un « middleware » de l'ICTA pour les besoins de cet exercice. Ce « middleware » est en fait un « software » ou une application. Or, il y a une opacité totale sur cette application et sur ses fonctionnalités. Comment elle est connectée, avec quoi elle est connectée et quand elle est connectée avec d'autres applications ? Ce sont autant de facteurs sur lesquels il n'y a aucune

visibilité. Si ce schéma avait été expliqué, les informaticiens et les experts auraient pu, après analyse, établir le niveau de sécurité et de fiabilité. Mais tel n'a pas été le cas jusqu'ici. Ce qui accentue les doutes et fait croire aux citoyens qu'il y a une anguille sous roche.

Q : N'est-ce pas à la Cour de juger s'il y a une anguille sous roche puisqu'il y a au moins deux cas devant le judiciaire ?

Je pense personnellement que la réticence de la population à réenregistrer leurs SIM Cards forcera la Cour suprême à réfléchir à deux fois avant de statuer. D'ailleurs, si la plainte constitutionnelle de Me. Pazhany Ramgasamy est rejetée et si un 'stay of execution' de la 'regulation' n'est pas accordé, on risque de se retrouver avec une situation chaotique.

Q : Sans doute parce qu'une désactivation des cartes SIM cela signifierait l'arrêt de nombreux services...

Tout à fait. C'est pour cela qu'on demande une extension de la date butoir afin d'avoir plus d'éclaircissements.

Q : Pourquoi la photo biométrique pose-t-elle problème ?

La photo biométrique est en effet la pomme de la discorde. Du moment où une personne se rend physiquement dans un « telecom shop » pour réenregistrer sa carte SIM, munie de carte d'identité et de sa preuve d'adresse, quelle utilité y a-t-il de prendre une photo biométrique ? Cela n'a pas de sens. Et même si l'exercice se fait en ligne, une photo en JPEG ou PNG peut être prise pour les besoins d'identification. Pourquoi a-t-on besoin uniquement de photos biométriques ?

Je ne suis pas convaincu par la raison officielle avancée pour justifier ce réenregistrement, c'est-à-dire pour combattre le trafic de drogue. Si des informations sont requises sur une personne quelconque, cela peut être fait à travers un 'Judge's Order' ou d'autres recours légaux. Pourquoi incommoder les Mauriciens à cause d'une poignée de personnes ? Même si le réenregistrement était nécessaire, on aurait pu se passer du processus de « tire photo ». À ce moment cela n'aurait plus posé de problème, même si l'exercice

aurait toujours été emmerdant.

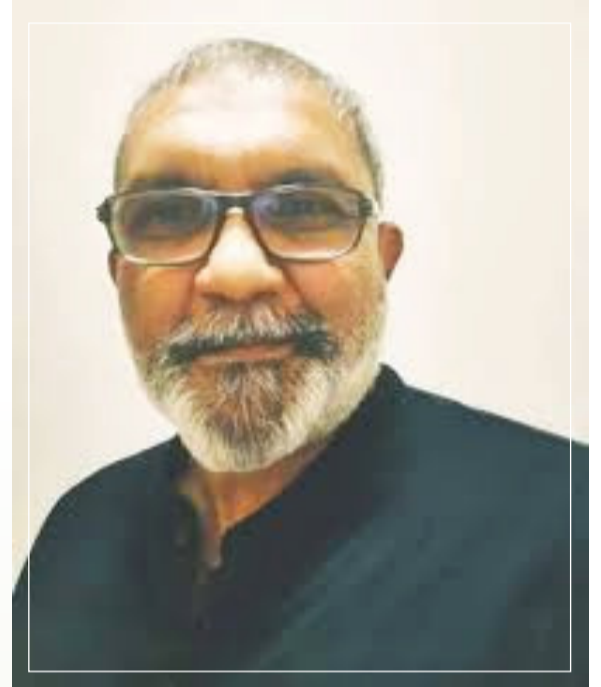
Q : Tout se résume donc à la photo biométrique ?

Évidemment. *Ena bocou zafer ki kapave fer avec ene foto zordi.* De plus, un abonné de téléphonie mobile a un contrat avec son opérateur. Ce contrat est régi par la 'Data Protection Act'. Il faut donc que cet abonné donne son accord pour que ses données soient transférées à une partie tierce, soit l'ICTA, pour le processus de vérification et d'authentification à travers le 'Central Population Database'.

Q : Il y a toujours une certaine incompréhension par rapport au lien entre le réenregistrement des SIM Cards et la nouvelle carte d'identité biométrique. Comment expliquez-vous ce lien ?

La nouvelle carte d'identité marche de pair avec celle qui est déjà existante. Mais cette nouvelle carte existera sous deux nouvelles formes : la version digitale et la version mobile. La version digitale est une carte physique qui comprend une puce contenant toutes les informations d'une personne, telles que sa date de naissance et son adresse, entre autres. Par contre, le « mobile ID » est une application se trouvant sur le portable de quelqu'un. Toutes les données de cette personne, y compris sa photo, sont digitalisées et conservées sur cette application qui génère un code, fut-il un « code bar » ou un « QR code ».

De l'autre côté, avec le réenregistrement des SIM cards, il y a un flou sur le stockage des photos qui sont prises lors de la « liveness detection » visant à les comparer aux données du « Central Database ». Or, pour que cette comparaison soit possible, la photo doit être stockée quelque part, ne serait-ce que pour une minute ou deux. N'oubliez pas aussi que le « middleware » utilisé par les opérateurs est hébergé au « Government Online Centre » (GOC) où il n'y a aucune visibilité.



Maintenant, cette photo qui est stockée quelque part au GOC ou ailleurs peut être utilisée par un hacker pour remplacer une autre photo se trouvant sur un « mobile ID ». Donc, il y a un risque qu'une personne puisse voter à la place d'une autre.

Q : Mais on ne sait pas encore si le « mobile ID » sera utilisé pour les prochaines élections !

En effet. C'est pour cela que j'estime important que le bureau du Commissaire électoral vienne le confirmer ou infirmer. Parce que si le « mobile ID » peut être utilisé pour les élections, il faudra que chaque salle de classe soit équipée d'un lecteur connu comme un « verifier » pour lire les données se trouvant sur le téléphone portable du votant.

Q : À ce jour cependant, ce ne sont que les jeunes de 18 ans et les personnes ayant atteint l'âge de 60 ans qui reçoivent la nouvelle carte d'identité. Le pourcentage de fraude, si elle existe, ne sera-t-il donc pas minime ?

Minime ou pas, le fait est que des risques de fraudes électorales existent. Surtout quand on sait qu'à Maurice, il y a souvent moins d'une centaine de voix qui peut séparer un élu d'un non-élu. Raison pour laquelle je me demande si c'est effectivement une coïncidence que ces deux exercices soit mis en application durant une année électorale, surtout qu'il n'y avait aucune urgence pour le faire.

■ Zahirah Radha

Réenregistrement des cartes SIM

Pas la solution pour venir à bout du trafic de drogue, clament Lazer et Lauthan

Alors que la date butoir pour procéder au réenregistrement des cartes SIM approche, l'affaire continue de susciter des débats. A priori, le gouvernement s'est appuyé sur le rapport Lam Shang Leen pour mettre en place cette mesure, afin de lutter contre le trafic de drogue dans le pays. Or, selon le travailleur social Ally Lazer, le réenregistrement des cartes SIM n'est pas la solution. Il nous explique qu'il y a d'autres moyens de gagner ce combat, et qu'il suffit d'une volonté politique réelle pour éradiquer ce fléau.

Selon lui, il n'y a pas de volonté réelle de combattre le trafic de drogue, car le plus grand obstacle contre celui-ci est la corruption et les protections occultes dont bénéficient les trafiquants. Il suffit de voir cela dans l'affaire Franklin, où un 'gentleman agreement' a été conclu. Dans ce cas précis, les accusations provisoires de blanchiment d'argent ont été abandonnées, comme l'indique Ally Lazer.

Notre interlocuteur met en avant le fait qu'il existe d'autres moyens pour lutter contre ce fléau. Il est d'avis que la peine d'emprisonnement doit être revue pour les trafiquants de drogue qui sont poursuivis. « La sécurité dans les prisons est primordiale, et c'est là-dessus que nous devons nous concentrer », dit-il, en s'appuyant sur le rapport Lam Shang Leen qui soutient que « if the security is that strict, it is impossible to find such restricted articles inside the prisons ».

Sam Lauthan, ancien assesseur de la Commission Lam Shan Leen sur la drogue, abonde dans le même sens en ajoutant que l'idée d'enregistrer les cartes SIM a été avancée suite à au fait qu'un employé d'une agence de voyage a acheté 20 cartes SIM, et que plus de 25 cartes SIM ont été enregistrées à son nom. Une enquête menée par la police a révélé que ces cartes SIM enregistrées ont été retrouvées dans les prisons, ce qui



implique un cas de trafic de drogue dans les prisons. « Nous avons proposé un meilleur contrôle de l'utilisation des cartes SIM, surtout pour les étrangers de passage, ou ceux ayant séjourné sur le sol mauricien et qui ont quitté le pays », souligne-t-il. Le rapport stipule en effet clairement que les cartes SIM des ressortissants étrangers finissent souvent entre les mains des trafiquants de drogue.

Selon notre interlocuteur, aucun pays au monde n'a pu mettre fin à l'entrée et à la sortie de drogue sur son territoire. Il indique que la mafia est tellement puissante que nous devons prendre

beaucoup de précautions. De plus, le rapport déposé en 2018 avait indiqué que la mafia avait infiltré toutes nos institutions, et ce n'est que cinq ans plus tard que le Premier ministre en aurait pris connaissance, selon lui.

« Le rapport ne fait pas état de l'enregistrement obligatoire des cartes SIM des citoyens, mais il faut néanmoins contrôler leur enregistrement et leur utilisation, et non imposer le réenregistrement obligatoire aux Mauriciens », avance-t-il. Il estime qu'il faudra mener une enquête de terrain pour connaître le véritable motif derrière cette décision du gouvernement. Selon Sam Lauthan, c'est une mauvaise décision, car ce qui avait été recommandé est que les opérateurs apportent un changement lors de l'enregistrement et après le départ des étrangers, déclare-t-il. Selon lui, si un client achète deux cartes SIM, il devra remplir deux formulaires au lieu d'un seul.

Application Mobile

E-Qabarastan, la plateforme pour retrouver les proches défunts



Une application mobile, E-Qabarastan, est en phase de développement à Maurice, dans le but d'aider les personnes à retrouver plus facilement leurs proches décédés dans les cimetières à travers l'île. Cette application sera disponible d'ici la fin de l'année en cours, et répondra ainsi à un besoin important de la population. Ce projet est conceptualisé par Yousoof Elahee, qui lance un appel à la population pour que cette application puisse être mise en œuvre. Le développeur est actuellement à la recherche de partenariats stratégiques pour concrétiser cette initiative.

L'application comportera plusieurs fonctionnalités comme le nom de la personne enterrée (y compris le nom de jeune fille pour les femmes), la date de naissance, la date de décès (grégorien et islamique autant si disponible), le lieu d'inhumation de la personne, les détails sur l'emplacement, le quartier, la ville, le village et la zone du cimetière, le numéro de rangée, de parcelle ou de fente de la tombe, la géolocalisation de la tombe, le numéro de téléphone du cimetière et les noms des autres personnes inhumées dans la même tombe

D'autres fonctionnalités pourront être ajoutées, telles que la possibilité d'avoir une photo de la tombe, des annonces de Mayyat, des conseils sur les rites funéraires, ce qu'il faut lire en apprenant

la nouvelle d'un Mayyat, des informations sur la manière d'effectuer des rituels religieux spécifiques, ainsi que la Dua-E-Maghfirat, avec translittération et traduction en anglais, français, ourdou et créole mauricien. De plus, les familles pourront accéder à des informations sur les procédures d'inhumation et de prières, adaptées selon le genre du défunt (comment effectuer Namaz Janaza, entre autres). Les améliorations futures de l'application incluront l'inhumation internationale et l'utilisation de l'IA générative pour fournir des services supplémentaires.

Ce projet ambitieux nécessite néanmoins des ressources importantes, notamment des services d'hébergement, des programmeurs, des ordinateurs portables, des opérateurs de saisie de données et du personnel sur le terrain. La collaboration des autorités locales et des institutions privées est également essentielle pour sa réussite.

Toute personne souhaitant contribuer à ce projet ou en savoir plus, peut contacter le numéro suivant : 57702222. Des contributions financières peuvent également être effectuées sur le compte de la MCB 000 451 999 487 avec la référence «E-Qabarastan», ou sur le compte de Project Salaam NPO Ltd MCB : 00451716361. Il est à noter que ces comptes seront vérifiés par 'Yousouf Ramjan Accounting and Taxation Services', situé au 4, rue Diego Garcia à Port-Louis.

À ce jour, des associations telles que 'Storm Edge Ltd', 'Project Salaam NPO Ltd', 'Al Ihsaan Islamic

and Funeral Center', 'Al Hudaibiyah Funeral and Islamic Centre', 'Century Welfare Association', 'Yousouf Ramjan Accounting and Taxation Services', 'Star Print', ainsi que 'Human Welfare League' ont déjà contribué à la mise en place de la première phase du projet.

The annual General Assembly of FOUNDATION DA PATTEN will be held on Monday 15th April 2024 at 11.00 at the seat of Patten College Girls Rose Hill.

Agenda:

- Welcome by the secretary,
- Reading and approval of minutes of last Annual General Assembly,
- Matters arising,
- President's Report,
- Treasurer's report,
- Budget Estimates for 2024,
- Election of Executive members,
- A.O.B.

The secretary

L'affidavit qui dérange

Comme il l'avait promis au mois de janvier, Rajen Valayden, rédacteur-en-chef de *Capital Media*, a juré un affidavit dans lequel il fait des dénonciations fracassantes sur le manque de probité dans l'allocation du contrat 5G au géant chinois Huawei, et persiste dans ses affirmations que le gouvernement de Pravind Jugnauth fait usage d'équipements de surveillance de masse achetés auprès de la firme israélienne Verint.

C'est le 28 mars dernier que Rajen Valayden a juré l'affidavit qui met en lumière une série de dénonciations. D'abord, il affirme que les articles précédents de *Capital* ont permis de mettre en évidence les dangers qui menacent la gouvernance au sein de la compagnie nationale de télécommunications ainsi que la souveraineté numérique du pays.

Au cœur de ces révélations se trouvent une série de projets douteux sécurisés par Huawei Technologies. Du projet Fibre accéléré (FTTH) au projet Safe City, la présence de Huawei plane, soulevant des questions d'influence indue et de tractations en coulisses. La dernière controverse en date est, selon Rajen Valayden, le projet 5G de Mauritius Telecom où il semblerait que la firme chinoise aurait cherché

à obtenir les faveurs de certains au sein de la compagnie nationale de télécommunications.

Des pratiques que l'auteur de l'affidavit affirme être contraires aux règles de bonne gouvernance et qui sapent la concurrence équitable, tout cela aux dépens du progrès et de la transparence. Rajen Valayden s'appuie sur les efforts répétés des syndicats qui au cours des dernières années n'ont cessés de tirer la sonnette d'alarme sur le recrutement outrancière des cadres de chez Huawei qui prennent des allures de porteurs d'affaires au bénéfice du géant chinois.

Le rédacteur-en-chef de *Capital* affirme aussi que l'attaque DDOS revendiqué publiquement par Mauritius Telecom en juillet 2021 est un récit fabriqué alors que la récente panne de service sur la plateforme myt.mu en décembre 2023, attribuée à des travaux de maintenance, résulte d'une attaque laissant les abonnés vulnérables à des violations potentielles de données.

Un autre point saillant de l'affidavit porte sur l'achat d'équipements de surveillance de masse auprès de la firme israélienne Verint. Rajen Valayden affirme que cette surveillance intrusive effectuée cible principalement des opposants politiques, le personnel

médiatique et même certains membres du Mauritius Turf Club. Ce qui est, selon l'auteur de l'affidavit, un mépris flagrant pour les droits à la vie privée, les lois sur la protection des données, et une gifle résonnante à la démocratie.

Quant à la motivation de cette démarche, l'auteur affirme que cet affidavit est un témoignage de son engagement inébranlable à dévoiler la vérité et à dénoncer la corruption. Rajen Valayden insiste sur le fait que cet affidavit est la conséquence inévitable de l'inaction des autorités avec lesquelles il a collaboré pleinement dans le but de faire prévaloir l'intérêt du peuple. Selon lui, au vu des menaces qui pèsent sur l'intégrité du réseau, la souveraineté numérique et la vie privée des citoyens, il est important d'agir.

Depuis l'annonce de cet affidavit, les réactions n'ont pas tardé, paraît-il. Dans les coulisses du pouvoir et à la Telecom Tower, c'est un véritable branle-bas de combat, et certains évoquent une



interpellation imminente. Alors qu'on s'active à contrer, voir faire taire l'auteur de l'affidavit, il s'avère que deux équipementiers de renom mondial ainsi que des diplomates étrangers ont démontré un intérêt particulier concernant cet affidavit qui risque fort bien d'embarrasser le gouvernement de Pravind Jugnauth.

Mer Rouge

Le Mouvement Anti-Pollution s'oppose à l'implémentation d'une raffinerie de graphite

L'ONG Mouvement Anti-Pollution s'oppose vigoureusement au projet de NextSource d'implanter une raffinerie dans la zone portuaire de Mer-Rouge. Le projet controversé de NextSource visant à établir une usine de Battery Anode Facility (BAF) a suscité une vive opposition de la part de l'ONG Mouvement Anti-Pollution. Initialement prévue à Jin Fei, la localisation du projet a été reconsidérée après la contestation des habitants des environs. Cependant, la décision de NextSource de revenir au port de Mer-Rouge avec la soumission de leur EIA (Environmental Impact Assessment), a ravivé les inquiétudes de l'ONG.

Cette initiative, qui implique le transport du graphite par voie maritime de Madagascar pour sa purification, destinée à la construction de batteries de voitures électriques en Asie et en Amérique, soulève de sérieuses préoccupations environnementales et sanitaires. Le port de Mer-Rouge est une zone densément industrialisée et sensible, abritant

entre autres des produits alimentaires tels que la farine du Moulin de la Concorde et nos denrées alimentaires importées, ce qui accroît les risques pour l'environnement et la santé publique. L'installation d'une usine de BAF dans un tel environnement pourrait entraîner, selon l'ONG, une augmentation de la pollution marine et atmosphérique, des émissions de gaz à

effet de serre et des déchets toxiques ainsi que l'augmentation de maladies graves. De plus, la proximité de l'usine avec des zones résidentielles présente des risques pour la santé des riverains.

L'ONG Mouvement Anti-Pollution met en lumière les conséquences néfastes d'un tel projet sur notre

île, soulignant que l'obtention de quelques emplois ne saurait justifier les retombées négatives sur l'environnement et la santé publique. Ses commentaires sur le permis EAI ont d'ailleurs été déposés au ministère de l'Environnement.

De plus, la question du travail des enfants dans les mines de graphite à Molo, Madagascar, pose un autre problème éthique et social que l'ONG condamne fermement. Les contestataires au projet rejettent catégoriquement le projet de NextSource et appelle les autorités nationales à prendre en compte les préoccupations légitimes des citoyens et à promouvoir des initiatives respectueuses de l'environnement et des droits de l'homme.

La défense de l'environnement et de la santé publique demeure une priorité absolue pour l'ONG Mouvement Anti-Pollution, qui maintient qu'elle continuera à faire entendre sa voix contre toute initiative nuisible à notre planète et à ses habitants, où qu'elle soit envisagée.



Crime odieux à Pailles

Les membres de la famille pleurent toujours leur proche et célèbrent l'Eid dans la tristesse

Alors que les Mauriciens de foi islamique célébraient l'Eid-ul-Fitr avec joie, gaieté, ferveur et esprit de partage, certains de nos compatriotes ne partagent pas ce même enthousiasme, ayant perdu un proche. Les membres de la famille Lazer, qui habitent à la rue Bonnefin, à Pailles, font partie de cette catégorie de personnes qui pleurent toujours l'assassinat d'Abdool Rahman Ibne Lazer, qui était âgé de seulement 23 ans. « Nous avons célébré Eid, mais dans la tristesse. Mo manque mo garçon beaucoup. Li ti mo la main droite », confie le père, Tayeb Lazer, avec les larmes aux yeux.

Le père d'Abdool Rahman Ibne Lazer raconte que son fils n'avait pas l'habitude de sortir de la maison après 18h. « Il travaillait comme mécanicien et il était marié et père d'une fille de huit ans. Ce jour-là (le 4 mars dernier), je lui ai demandé de se rendre au DreamPrice qui se situe à la rue Chemin Brulé pour acheter des denrées alimentaires afin de célébrer la fête Eid en famille. En tant que fils obéissant, avec une somme de Rs 4 500, son portable (valeur de Rs 13 000) dans sa poche et montre à la main gauche, il s'est rendu (avec sa

motocyclette) au dit supermarché. Or, il était loin de se douter de ce qui allait se passer, et qu'il serait attaqué par des individus », dit-il.

Poursuivant, le père, en situation de handicap et qui arrive difficilement à se déplacer et à comprendre de ce qui s'est vraiment passé le 4 mars, indique: « Mo garçon ti bien costaud, li ti capable pour faire face avec plusieurs individus. Quand li pas finne rentre la maison le soir, nous finne alle donne ene déposition au poste de police de Pailles. Les policiers nous ont dit 'aller li pour retourner le soir', puis nous sommes rentrés à la maison ».

Cadavre couvert avec un carton

Ce n'est que le lendemain matin, vers 8h30, raconte Tayeb Lazer, que les travailleurs de la municipalité de Port-Louis ont découvert le cadavre de son fils, qui était couvert avec un carton. « Dommage qu'on n'a pas pu retracer le cadavre de mon fils le même jour », déplore-t-il. Selon ses dires, plusieurs individus l'auraient attaqué. « Mo garçon ti bien costaud. Li ti capable pour faire face avec plusieurs personnes si ti pou attaque li par devant. Mais malheureusement

zotte finne attaque li par derrière », a-t-il souligné.

Le père d'Abdool Rahman Ibne Lazer affirme par ailleurs qu'un objet dur a été utilisé pour frapper la tête de son fils, car il y avait du sang. « Il y a environ 25 mètres entre le lieu de crime et DreamPrice. En plus, il y a trois caméras SafeCity (une en rotation et deux qui sont fixées sur une 'colonne' blanche). Il y a un tricycle sous les caméras. Mais on n'a pu retracer les agresseurs, qui se baladent toujours en toute liberté et sans frayeur et crainte d'être arrêté par la police », ajoute-t-il.

Autopsie

« Mo pensé qui zotte finne servi ene objet très dur pour tape lors la tête mo garçon depuis derrière. Beaucoup du sang ti pe couler. Mais jusqu'à présent, n'a pas encore arrêté les agresseurs. Pas ti faire aukaine recherche, finne transmettre sa case murder en ene 'case overdose'. Comment se peut-il qu'on ait mis un bandage autour de la tête de mon fils alors qu'on nous a dit qu'il est mort par overdose et l'autopsie finne révélé ki li finne mort avec ene 'failure' dans le cœur ? Bisin comme



toute la vérité dans sa case murder la. Eski c'est ene case overdose ou ene case murder ? ».

Abdool Rahman Ibne Lazer lance un appel aux autorités, dont le Commissaire de police, Anil Kumar Dip, afin qu'ils déploient tous les moyens nécessaires pour arrêter le ou les criminels. « Mo envie comme toute la vérité dans sa case murder la, arrête banne criminels la et qui justice soit faite », conclut-il.

Agression d'un chauffeur de taxi

Le suspect retrouvé et lynché par le public avant d'être livré à la police

Les vidéos de cette scène ont fait le tour de la toile vendredi matin. Il s'agit d'un chauffeur de taxi avec un passager à ses côtés. Le suspect armé a emporté une somme de Rs 4 000 que le chauffeur avait en sa possession. Dans sa déposition au poste de police de Trou Fanfaron, le chauffeur de taxi, un habitant de la capitale, a expliqué qu'il devait transporter le passager de Port-Louis à Le Cornu contre un paiement de Rs 400. Arrivé à Le Cornu, à Sainte-Croix, le suspect aurait même lancé une mise en garde à la victime. « To bizin faire attention avec cash. Ene dimoune tire zoutil rode rasse sa avec toi, ki to faire, to pou capave laguerre avec li ? », lui aurait-il demandé.



avec toi, tou pou gagne coût zoutil sinon », lui aurait lancé le malfrat. Bien que paniqué, le chauffeur de taxi a tant bien que mal essayé de garder son calme et de raisonner le voleur en lui faisant comprendre qu'il est père de famille et qu'il a des dettes. Mais cela n'a eu aucun effet sur l'homme armé. La vidéo, partagée sur les réseaux sociaux, a suscité son lot de commentaires. Certains internautes ont appelé le public à leur fournir des informations sur le suspect.

Ce dernier a d'ailleurs été arrêté hier, après que des habitants l'ont

retrouvé et tabassé. Il s'agit d'un dénommé Scooty Malbrook, habitant Cité La Cure.

Cette affaire a provoqué une crainte parmi des habitants de Le Cornu. La raison, plusieurs personnes de cette localité ont été victimes de vol ces derniers temps. Le 18 mars dernier, un homme armé avait fait irruption au domicile d'une femme de 85 ans qui se trouvait seule au moment des faits. Le voleur avait emporté de l'argent et des bijoux. Mais la CID de Port-Louis Nord avait pu mettre la main sur le suspect une semaine plus tard. Ce dernier, un habitant de la localité, est passé aux aveux lors de son interrogatoire. Ce même suspect a avoué un vol à l'arraché commis sur une femme de 58 ans à Terre-Rouge le 21 mars dernier.

Selon des habitants, il s'agit d'un réseau qui serait en opération dans cette localité. Ils lancent donc un appel aux autorités pour qu'ils règlent au plus vite cette affaire.

Iftaar & Eid Parties

Mawlana Khodadin dénonce

A l'occasion de l'Eid-ul-Fitr, Maulana Khodadin, président du Sunnīy Ulamā & Aïmmah Council, a vivement critiqué la montée en puissance des Iftaar Parties pendant le mois béni du Ramadhan, et des Eid Parties qui s'ensuivront.



Selon lui, le Ramadhan est un mois de piété durant lequel chaque Musulman doit se consacrer pleinement à l'adoration de Dieu. « Iftaar li ene Ibadaat. Iftaar li ene connexion avec Allah Subhānahu wa ta'āla », rappelle-t-il. Il déplore ainsi la tendance croissante de certaines personnes à organiser des événements festifs tels que les Iftaar Parties en présence de politiciens. Il souligne que l'Iftaar, moment de rupture du jeûne, devrait être consacré à la prière et à la supplication à Dieu, plutôt qu'à des rencontres mondaines avec des politiciens. Il estime que cela déshonore et discrédite l'Islam, et le condamne fermement. « Banla pu bizin rane compte jour qiyamat. Iftaar ek Eid pa pu parti politique sa, pu dimin ki gard roza », clame-t-il.

Le religieux dénonce ce qu'il qualifie de 'fitnah', et met en garde contre le fait de sacrifier des obligations religieuses pour obtenir des faveurs politiques lors de ces rassemblements. Maulana Khodadin exprime également sa préoccupation concernant les Eid Parties, qu'il estime être devenues des plateformes politiques plutôt que des célébrations religieuses. Il appelle à un retour aux véritables valeurs de l'Islam et à ne pas trahir les principes du Prophète Muhammad (SAW) en cédant à la politisation de ces occasions sacrées.



Yuvir Singh Sharma Bandhu : Vers une justice accessible et éclairée

Yuvir Singh Sharma Bandhu, 27 ans, est un habitant de Triolet. Ce jeune avocat partage avec nous son parcours et ses réflexions sur le système judiciaire. « Dès mon enfance, j'ai nourri le désir de devenir avocat », confie-t-il. Bien que son chemin ait été semé d'embûches, il a su franchir les étapes nécessaires pour réaliser son rêve, une tâche qui n'était pas aisée alors qu'il devait travailler tout en poursuivant ses études.

De 2014 à 2015, Yuvir a occupé un poste de conseiller en assurance chez l'ex-compagnie 'British American Investment'. En 2015, il a rejoint 'Antix Corporate Solutions' en tant que stagiaire, ce qui lui a permis de consacrer davantage de temps à ses études de droit. En 2019, il a mis le cap sur l'Angleterre afin de compléter ses études de droit. En 2022, après avoir terminé son parcours d'études, il a prêté serment comme avocat à l' 'Honorable Society of Inner Temple', toujours en Angleterre. À son retour au pays, il a entamé son pupillage chez divers avocats.

Aujourd'hui, les efforts de Yuvir ont porté leurs fruits. Sa passion pour le droit et ses aspirations initiales l'ont poussé à avoir une pensée critique en tant qu'avocat, une qualité qu'il est fier de posséder. Il exerce désormais dans son propre cabinet à la Sterling House à Port-Louis.

Interrogé sur le clash entre le CP et le DPP, Yuvir souligne la clarté de la section 72 de la loi, souvent négligé. Il estime que de tels conflits ne devraient pas compromettre nos institutions. Selon lui, le CP affirme que la caution est un 'ancillary proceedings', ce qui, selon l'avocat, est totalement faux car la caution est toujours associée à une affaire criminelle. De plus, il souligne qu'il ressort clairement du jugement

rendu par la cour que la 'provisional charge' en elle-même constitue un cas criminel. « Le CP mène son enquête sous la section 71 et ensuite il renvoie le dossier au DPP. Il ne peut prendre la décision d'arrêter une personne et décider de la marche à suivre par la suite. Cependant, le DPP, par le biais de la FCC, conteste cela car ce différend entre le CP et lui-même semble compromettre ses pouvoirs. J'estime que le CP n'agit pas de sa propre volonté, mais plutôt via des considérations politiques. Or, dans ce cas précis, il est nécessaire de mettre la politique de côté. L'affaire prend davantage une tournure politique que légale. Il est souvent dit qu'il n'y a personne pour superviser le DPP, et si l'on continue à penser ainsi, il n'y aura jamais de résolution », précise-t-il.

Yuvir exprime sa préoccupation face à la persistance et à l'aggravation des cas de violence contre les femmes et les enfants. Selon lui, bien que la loi existe pour traiter de tels cas, leur gravité ne peut être sous-estimée. Il reconnaît l'efficacité du tribunal pour enfants mais estime qu'une révision de certaines lois, notamment en envisageant la peine de mort dans les cas de meurtre flagrant, est nécessaire.

« Il y a eu plusieurs cas de meurtre dans le pays récemment. Dans certains cas, la loi doit être réexaminée, et la peine de mort devrait être envisagée. Il est nécessaire de réévaluer les situations où il y a des preuves irréfutables et d'envisager la peine capitale, étant donné le nombre croissant d'agressions mortelles ces derniers temps. Certains pays comme Singapour et Dubaï ont déjà adopté des lois strictes pour mettre fin à de tels cas extrêmes. Cependant, j'insiste sur le besoin d'un examen approfondi avant de prendre une décision à cet égard », dit-il.

Pour lui, il est évident que les délais accordés aux affaires de grande envergure doivent être réexaminés, mais il est également essentiel de prendre le temps nécessaire pour assurer le bon déroulement des procès. « Augmenter le nombre de juges ou magistrats pourrait accélérer les procédures. L'ouverture des tribunaux en soirée et l'introduction de procédures électroniques pourraient également contribuer à accélérer les procès », suggère-t-il.

Pour Yuvir, la liberté d'expression est primordiale, notamment dans le contexte de l'affaire du réenregistrement des cartes SIM, où il perçoit des ambiguïtés. Il souligne le besoin de clarifier les intentions du gouvernement pour dissiper les doutes de la population. « La population est dans le flou. Le gouvernement prétend se baser sur le rapport Lam Shang Leen pour mettre en place cette initiative, mais jusqu'à présent, rien ne prouve qu'obliger toute la population à réenregistrer ses cartes SIM réduira le trafic de drogue dans le pays », explique-t-il.

L'homme de loi estime que le système judiciaire doit évoluer vers une plus grande numérisation. Il insiste sur l'importance du recrutement de personnel compétent et de la formation adéquate pour garantir le bon déroulement des procès, et souligne également la nécessité de créer un environnement de travail motivant.



Par ailleurs, il déplore le manque d'éducation des citoyens concernant le système judiciaire et propose d'intégrer l'étude du droit dans le programme scolaire. « Il est temps d'éduquer les jeunes sur les lois du pays. Des programmes éducatifs sur la loi pourraient être diffusés à la télévision, c'est à travers cela que les gens seront mobilisés et auront une notion de la constitution. Je suis en faveur d'une participation citoyenne accrue et d'une plus grande transparence des institutions », conclut Yuvir.

■ Anouskha Bhugaloo Santuck

FICHE PERSO:

Un mot pour vous décrire : Fearless

Si vous aviez pu choisir une autre profession, quelle serait-elle et pourquoi ? Tout ce qui concerne les voyages, peut-être le personnel de cabine, ou photographe itinérant

Meilleurs conseils de vos parents : Ne jamais baisser les bras, peu importe la situation.

Citation préférée : « Take pride in knowing that your struggle will play the biggest role in your purpose » - Melanie Rashford on Rashford's mural

Plat préféré : Smoked Salmon Pizza

Dessert préféré : Belgian chocolate ice cream

Hobbies : Football et voyager

Animal préféré : Loup

Destination préférée : New York et Newcastle

Democracy Watch Mauritius

OUTGOING GOVERNMENT(S):

List your achievements over the 5-year mandate, but also errors/bad decisions taken, admit and correct these errors.

« *La MTC dénonce un complot Etat, COIREC, GRA, et PTP pour le rayer du paysage hippique* » Intending to “Erase them from the horse racing map of Mauritius” (p.14, Weekend, 7.4.24)

The “*accaparement*” of racing at Champ de Mars from the MTC (who have successfully run racing there for 210 years) is a case to point. Such an action puts at risk the ownership and right of operation of all other private even very well-established companies /organisations, if someone close to Government wants to take them over. A move entirely outside the electoral programme of 2019 which was accepted by 35% of the electorate. A major fault/error by this Government which has to be put right specially before the party in power asks us again “*donne nous encore 5 ans*”!

The episode touches deeply the rights of citizens to private ownership, to private enterprise and endangers the rights of peacefully doing business of all private enterprises.

So, we invite that outgoing MSM government (and have done so for 2 previous outgoing governments!) to undertake a serious evaluation of these 5 years and list the ERRORS/BAD DECISIONS TAKEN (such as the one highlighted above and others as well). AND before coming to the electorate to ask for another 5 years to ADMIT AND CORRECT THESE ERRORS.

Shame on Biden

“*Outraged and heartbroken at (7) aid workers deaths*” (President of USA, Joe Biden, in the world press).

“What about the 32,000 Palestinians murdered by Israel? Men, women and children. 32,000 and growing? Killed by weapons, plus billions of dollars, provided by the USA!

Shame on that President for failing to act. Worse, for supporting Netanyahu, who could soon be recognised as a war criminal, guilty of genocide, as was his infamous predecessor, AH.

Weep the country of Thomas Jefferson, Abraham Lincoln, John Kennedy and Martin Luther King Jr.

(Letter from Michael Atchia, published by Le Defi & Star in Mauritius, and online, becoming number one on Google search)

Further comments: The Responsibility to Protect (RtoP) is a global political commitment which was endorsed by the United Nations General Assembly at the 2005 World Summit in order to address its four key concerns, namely to prevent genocide, war crimes, ethnic cleansing and crimes against humanity.

A genocide is the “deliberate and systematic destruction of a group of people because of their ethnicity, nationality, religion, or race”. All 194 states of the UN have signed and

agreed on this RtoP.

A genocide affects people by causing depression and despair along with death. A genocide is devastating on a population, causing destruction and annihilation of a people. On the 7th April 2024, the anniversary of the start of the Rwanda genocide 30 years ago, the world remembers, the world reflects. Now with utmost urgency the world (i.e. all 194 member states, including MAURITIUS of course) must act, must intervene and stop any genocide of the Palestinian people. Then recognise their right to a free state and to live in peace, as well as guarantee to their neighbour's peace.

Our Diaspora, their right to vote

Text : “*Politically, for improved governance : A unified opposition (with a Shadow Cabinet), contributing to the debates at hand ; a revised government, removal of inefficient ministers and a general removal of corruption; meritocracy in all responsible positions, naming the best able persons(a bas la cuisine!); possibly a government of national unity to best deal with a very difficult new world order; code of conducts for all ministers, boards, CEO's, technology specialist, bankers, public employees; right of vote for the diaspora, a functional Parliament under an impartial presidency*” (DWM, 17 December 2020)

Comment of DWM: The above is what DWM proposed for good governance in 2020, at the time of the Covid pandemic.

At this time, when Bangladeshis and now Indian working in Mauritius have been granted, under a Commonwealth agreement, the right to vote in our legislative elections, it is essential to review the right of vote for Mauritian citizens living abroad, our diaspora.

We wish to raise again the question of vote by the Mauritius diaspora, those now living in Australia, France, UK, India, South Africa, Canada, Reunion and other places. It's their right. We ask that this proposal be considered anew, including developing clear practical facilities for those members of the diaspora to first register and eventually vote at the next general elections. As indeed the diaspora from, for example, UK, FRANCE, USA and others do.

D'accord pour de SEULES députées correctives

Texte : Gender Links Symposium « Femmes en politique ». La marche vers la parité (hommes/femmes) est encore longue (*Week-end* du 31.3.2024)

Commentaire de Democracy Watch : Nous retiendrons principalement de ce débat, ayant eu le mérite d'avoir été organisé, tenu, avec un succès appréciable, l'intelligente, car sans doute inédite, observation, faite par Rama Sithanen, l'éminent ancien ministre des Finances et l'un de nos meilleurs spécialistes en matière de systèmes électoraux. Il est d'avis que, compte tenu de la disparité trop prononcée entre le nombre de nos

députés et celui de nos députées, notre *Best Losers System*, valant ce qu'il vaut, soit désormais exclusivement réservé aux meilleures candidates femmes battues aux élections. Du coup et dans le meilleur des cas, le nombre de nos députées élues ou ainsi désignées, pourrait augmenter par au mieux une huitaine. Il n'y a même pas la nécessité d'amender en quoi que ce soit les règlements électoraux en vigueur. Il suffit que les éventuels candidats malheureux et leur leader politique s'engagent sur l'honneur, avant les législatives, à respecter l'appel tellement dignifiant de Rama Sithanen, à décliner par avance, les uns après les autres, ce privilège d'être ainsi désignés, conformément aux stipulations existantes, jusqu'à ce que vienne le tour de candidates malheureuses, pour que nous ayons droit au maximum possible de députées correctives. Mais nous entendons déjà le rire salace et pas seulement celui de nos Politiburos, se gaussant de cet appel, en 2024, à l'antique honneur de politiciens, aspirant à devenir nos représentants agréés à l'Assemblée Nationale. Nous nous adressons ici à celles et ceux d'entre nous pour qui le « oui » d'aujourd'hui ne saurait en aucun cas devenir demain un « non ». Cela ne changera peut-être en rien des résultats électoraux de machos, par machos, pour machos. Mais au moins saurons-nous qui sont celles et ceux, voulant sincèrement davantage de parité hommes/femmes au sein de notre population.

D'accord pour une Constitution pro-citoyens rédigée par des non-politiciens ?

Texte: Constitution Conference organisée par *Réistans ek Alternativ*. Plaidoyer pour décoloniser et mauricianiser notre Constitution (*Hebdo-Dimanche* du 31.3.2024)

Commentaire de Democracy Watch : La tenue d'un pareil débat était un pari difficile à tenir. *Réistans ek Alternativ* ne s'est jamais découragé et sait se contenter d'une réussite relative, même s'il nous est permis d'émettre d'inévitables réserves. L'important n'est d'ailleurs plus ce que nous pouvons penser de cet événement passé et peut-être déjà oublié mais la suite heureuse et féconde que nos meilleures forces vives pourraient lui donner.

Democracy Watch pense qu'il est essentiel que tous ceux qui cherchent à élaborer une nouvelle mais plus fraternelle constitution pour les Mauriciennes et les Mauriciens désirant vivre ensemble en sœurs et frères sur cette partie de notre unique planète et que nous pouvons appeler notre territoire s'engagent dans cette entreprise.

Parmi ces innombrables principes préalables à la liste peut-être infinie, nous insistons aujourd'hui sur le suivant : dans notre jeu politique, il y a plusieurs acteurs aux responsabilités diverses mais ceux, qui ne respectent pas toujours les responsabilités des autres, condamnent, au départ, notre

commune aventure démocratique et fraternelle à un incontestable échec dont ils (ceux méprisant les responsabilités des autres) devront porter la lourde responsabilité devant l'Histoire, que rédigeront les générations suivantes.

Dans ce jeu politique, les joueurs sur le terrain sont nos politiciens de tous bords, y compris ceux et celles élues pour siéger au sein de nos différentes instances démocratiques. Un corps arbitral doit assurer le bon fonctionnement de ce jeu politique démocratiquement tellement décisif pour nous. Ce corps arbitral doit trancher en fonction de règlements que joueurs et spectateurs doivent considérer comme sacré et respecté comme tel. Le plus important de ces règlements de code de vie et d'actions est notre Constitution. Il est impérieux que la rédaction de cette Constitution soit confiée au départ à celles et ceux d'entre nous voulant être, non pas des joueurs politiciens, mais des arbitres et donc légistes sinon constitutionnalistes.

Tous nos problèmes politiques et mêmes constitutionnels disparaîtraient comme par magie si nos joueurs politiciens surtout ceux siégeant au cabinet acceptaient de remplacer le mot « *intérêt personnel* » par celui de « *service d'autrui* ».

Toute constitution, qui ne sera pas l'œuvre d'un comité de légistes, s'interdisant au départ de toute velléité d'action politique, par respect pour leur fonction suprême d'arbitre, serait vouée à l'échec.

La partie immergée de l'iceberg

Texte : Kadress Pillay, ancien directeur de l'Audit et ancien ministre de l'Industrie et de l'Éducation : « *Les observations de l'Audit sont la partie émergée de l'iceberg* » (*Le Mauricien* du 6.4.2024)

Commentaire de Democracy Watch : Et ceux qui se disputent comme chiffonniers sous le prétexte de n'avoir pas eu le quota de tickets électoraux qu'ils espéraient obtenir peut-être de droit dynastique, sinon divin, comme s'ils pouvaient se multiplier à l'infini.

Le tonitruant silence de tous nos politiciens sur l'énième rapport de l'Audit disqualifie toutes nos carpes politiques à briguer nos suffrages lors des prochaines législatives. Si nous ne pouvons les empêcher de le faire, nous pouvons du moins refuser de voter pour ces vautours malfaisants. Mais surtout ne mettons pas une croix sur trois d'entre eux. Engageons-nous dès aujourd'hui à nous intéresser aux seuls politiciens, futurs candidats ou non, prêtant le plus d'attention à l'importance corrective que nous devons porter à l'énième Rapport de l'Audit. Et merci encore Kadress !

■ Par DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Shaykh Suleiman Hilmi Tunahaan (RA)

Hazret Süleyman Hilmi Tunahan est l'un des plus grands savants turcs du 20ème siècle. Il est né en 1888 (1305AH), dans le village de Ferhatlar, près de la ville de Rezgrad, dans la province de Silistra, aujourd'hui en Bulgarie mais faisant autrefois partie intégrante de l'empire Ottoman. Son père s'appelait Khwajah Osman Fawzi Efendi, savant de renom lui aussi. Il a notamment longtemps enseigné à Satirli et à la Madrassah Haji Ahmed Paşa. Sa mère s'appelait Khadija Hanim. Son grand-père, Mahmud Efendi, a vécu très longtemps et était Hafizul Qur'aan. Il est mort à l'âge de 110 ans.

Parmi ses illustres ancêtres, on peut citer Sayyad Idris, qui a été nommé par le Sultan Mehmet Fatih (1451-1481) comme le "Tuna Khan". Sayyad Idris était marié avec la sœur du Sultan Mehmet, le conquérant de Constantinople.

Dans sa jeunesse, Hazrat Süleyman Hilmi (RA) a fait ses études au collège Silistra et au Madrassa Satirli. Ensuite, il a mis le cap pour Istanbul où il a complété ses études à la Sahn Madrassa, sous la férule d'Ahmet Hamdi, originaire de Bafra. Il a eu sa licence comme 'Alim en 1913, mais il s'est tout de même inscrit à la Madrassa de la Mosquée Süleymaniye pour y poursuivre des études plus poussées en Tafsir (Science de commentaires sur le Saint Qur'aan) et les Hadiths. Là aussi, il fut promu major de sa promotion à



l'Institut Medresetü'l-Mütehassisin en 1919. Durant la même année, il a réussi ses examens finals en prenant la première place à l'école de la Loi Medresetü'l-Kuzat. Ceux qui sont diplômés de cette école sont normalement pressentis pour devenir juge.

Quand il a informé son père de ses brillants résultats pour ses examens de juge, celui-ci lui répondit : « *Je ne t'ai pas envoyé à Istanbul pour aller en enfer* », voulant lui rappeler peut-être cette parole prophétique qui disait : « *Deux entre trois juges (corrompus) iront en enfer* ». Hazrat Süleyman Hilmi (RA) lui expliqua que son but principal n'était pas d'exercer comme juge, mais plutôt d'apprendre les études légales et islamiques.

Une fois les études terminées, il commença à travailler comme enseignant à Istanbul jusqu'à ce que Mustapha Kemal Ataturk décrète la fermeture des Madrassas. Ataturk était un héros de guerre et avait créé la République de Turquie suite au démantèlement de l'empire Ottoman par les puissances occidentales. Mais dans son zèle pour moderniser son pays, Ataturk s'en est pris aux religieux de manière radicale. Son plan était de faire disparaître l'Islam dans le quotidien des turcs, car pour lui c'était une religion

arabe. Sous son règne, plus de 3000 Ulémas furent assassinés, des mosquées complètement rasées, des Madrassas fermées, tandis que ceux qui luttaient pour préserver l'Islam étaient soumis à des tortures et des intimidations barbares.

Dans un environnement aussi hostile, Hazrat Suleiman Hilmi (RA) n'a pas eu peur pour sa vie et s'est élevé contre Ataturk pour le confronter. En retour, il fut incarcéré une première fois en 1939, alors âgé d'à peine 51 ans. En 1944, il fut arrêté une deuxième fois et torturé pendant 8 jours. En 1957, alors âgé de 69 ans, il a été emprisonné pendant presque deux mois. Poursuivi en justice, il risquait la peine de mort, mais la cour a trouvé qu'il était innocent et l'a acquitté. Sans les efforts personnels de Hazrat Suleiman Hilmi (RA), Ataturk aurait sûrement atteint son objectif d'anéantir l'Islam en Turquie.

Certaines personnes qui ignorent les faits sont très admiratives envers Ataturk, croyant qu'il avait la vision moderne de créer une république modèle dans le monde musulman. Evidemment, ils ne sont pas au courant des abus de pouvoir et des restrictions sur la liberté individuelle des gens pratiquées sans scrupules pour faire taire toute rébellion. La langue arabe fut bannie. Même

l'Azaan pour appeler les fidèles à la prière ne pouvait plus se faire en arabe et a été remplacé par un 'Azaan' en turc. Cette oppression a duré des années. Il voulait à tout prix couper le lien des croyants avec le Saint Qur'aan pour qu'ils s'éloignent de la religion d'Allah. Mais très vite Hazrat Suleiman Hilmi (RA) a compris leur stratagème, et pour le déjouer, il voyageait en train à longueur de journée pour enseigner aux gens comment lire le Saint Qur'aan en arabe. Il a payé ses billets de train de sa poche pendant des années juste pour préserver l'étude du Livre sacré.

Shaykh Suleiman était aussi un maître soufi affilié à l'ordre des Naqshbandi. Il a complété ses études spirituelles sous le guide de Shaykh Salāhuddin Ibnī Mawlāna Sirājuddin (RA) qui faisait partie d'une chaîne initiatique qui remonte jusqu'à Imam Rabbanī, Mujaddid Alfi Thaani (RA). Pendant de longues années, Shaykh Suleiman a eu l'occasion de prêcher à la Blue Mosque, aussi connu comme Sultan Ahmet Masjid, dans le quartier populaire d'Istanbul. Le Shaykh a eu de nombreux élèves, dont plusieurs sont devenus Muftis. Shaykh Suleiman Hilmi (RA) suivait l'école Hanafi. Et en matière d'Aqeeda, il s'alignait sur l'Imam Maturidi (RA).

Hazrat Sulaymān Hilmi Tunahan Efendi (RA) est décédé le mercredi 16 septembre 1959, soit le 13 Rabi ul Awwal 1379 H. Il a été inhumé au cimetière Karacaahmet à Istanbul.

Par **Abdus Saboor Mohamed Saleh**,
Président de *Friends of Turkiye*

EID 2024

This Ramadan and Eid were markedly different to what the Ummah has been used to. The industrial level carnage in Gaza will leave an indelible tinge in our memory. It was of course not a crusade against Islam as a sizeable number of Christians, both locals and foreign aid workers, was equally and indiscriminately massacred. And some Jews have been victims of collateral damage. How much more wealth does the West need to steal from the wretched of the earth has yet to be discovered. Would all the energy of the Middle East suffice. "No" is the right answer by any guess.

The Mauritian Muslim community has shown its habitual resilience by organising fund raising and food shipments to Palestine. Some daring souls even ventured to help on the war zone. The iftar and fund raising for Gaza at Khadafi Square needs a special mention: not only the participants but even passing cars stopped by to allow

their drivers to hand over their Rs 1000 notes. The community showed an unusual generosity daily, as commented by one social worker who said that he had been offered 25 dinner brianis during Ramadan. There are instances of families slaughtering cattle for free meat distribution, food pack for house-to-house distribution, special Eid packs and anonymous generous people leaving cartons of briani take-away packs in Masjid premises.

WhatsApp Eid greetings from non-Muslim friends are queuing on my phone. So is the experience of many friends. The voice of the Bishop of Port Louis to show appreciation of fasting which creates a sense of social solidarity and his invitation to all shades of our rainbow nation to join hands to create a better society



is another breath of fresh air. I have received remarks by non-Muslim friends expressing their surprises that they have received iftar brianis or dates after their Sunday mass. It is a healthy sign that the community has lived up to the expectations of the supreme Guide. Muhammad SAW who, while listing the rights of a neighbour, scared his companions

that Allah was going to make neighbours, be they Muslims or non-Muslims, inheritors of their wealth.

In Vale, we had an open-air Eid swalat. Allah generously restrained the rain so as not to disturb us and or to spoil the elegantly dressed complete families who gathered to be treated to the Qiraat of a special Malagasy Imam and the refreshments served in perfect fellowship after the Eid prayer. Eid Saeed and make the next one even better than this one.

By **Dawood Auleear**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



Liverpool s'effondre contre l'Atalanta, la Roma s'impose à Milan

Liverpool, qui joue le titre en Premier League, a lâché pied à Anfield face à l'Atalanta Bergame, actuellement 6e de Serie A. Les Italiens ont pris l'avantage sur un doublé de Gianluca Scamacca (38e, 60e), Mario Pasalic enfonçant le clou à la 83e.

Leverkusen, le leader incontesté de Bundesliga, a attendu la 83e minute pour ouvrir la marque face à West Ham sur un but de Jonas Hoffmann, entré quelques minutes auparavant,

puis a assommé les Anglais par Victor Okoh Boniface (90+1) qui était entré sur la pelouse en même temps que Hoffman.

Dans le derby italien opposant l'AC Milan à la Roma, ce sont les Giallorossi qui l'ont emporté sur un but de Gianluca Mancini (17e), les Milanais, incapables de revenir au score, devant concéder la défaite chez eux.

Dans les autres matches de Ligue

Europa Conference, l'Olympiacos a gagné face à Fenerbahçe 3-2. Les Grecs menaient 3-0 avant de voir les Turcs marquer deux fois en six minutes (68e et 74e), annonçant un match retour bouillant à Istanbul jeudi prochain.

Le Club Brugge a gagné face aux Grecs du PAOK (1-0) alors que les Tchèques de Viktoria Plzen et les Italiens de la Fiorentina se sont eux séparés eux sur un score nul et vierge.

Sergio Rico autorisé à reprendre l'entraînement

Eloigné des terrains depuis le 28 mai 2023 en raison d'un grave accident de cheval, le gardien du Paris Saint-Germain Sergio Rico a reçu l'autorisation des médecins pour reprendre l'entraînement.

Le gardien de but du Paris Saint-Germain, **Sergio Rico**, a reçu l'autorisation médicale pour reprendre l'entraînement 11 mois après son grave accident de cheval.

Le joueur de 30 ans a passé des tests avec les médecins du PSG samedi et a été déclaré prêt à s'entraîner et à rejouer avec son équipe. Il ne devrait pas porter de casque de protection lors de son retour en compétition, **les médecins ne l'ayant pas recommandé.**

Son retour à l'entraînement avec le PSG ne **devrait être une question de jours.**

Lors d'un pèlerinage en Espagne, le 28 mai 2023, Rico a été victime d'un accident de cheval, **ayant subi d'importantes blessures à la tête et au cou.**



Le Bayer Leverkusen est à 6 matches d'un triplé historique

Le Bayer Leverkusen est à six journées du premier triplé de son histoire. Il peut remporter la Bundesliga ce week-end, est en finale de la DFB Pokal et a l'avantage de se qualifier pour les demi-finales d'une Europa League dans laquelle, sauf surprise, il a éliminé son grand rival.

La Bundesliga

Le Bayer Leverkusen peut devenir ce week-end même le vainqueur de la Bundesliga 2023-24, une première dans toute son histoire, mettant ainsi fin au monopole du Bayern de Munich.

L'équipe de Xabi Alonso peut devenir championne même sans jouer. Si le Bayern de Munich perd contre le Köln et que le Stuttgart en fait de même contre l'Eintracht de Francfort, le Bayer Leverkusen célébrera le titre à domicile samedi avant de jouer dimanche contre le Werder Brême.

Dans le cas où l'un des deux poursuivants réussirait à marquer des points, le Bayer Leverkusen serait contraint de répéter



son résultat pour remporter sa première Bundesliga au Bay Arena sans perdre un seul match et avec 5 journées à jouer.

DFB Pokal

Le deuxième titre le plus proche est la DFB Pokal. L'équipe de Xabi Alonso est

déjà en finale du tournoi, qui se jouera le 25 mai prochain à l'Olympiastadion de Berlin.

Là-bas, dans la capitale allemande, elle affrontera le surprenant Kaiserslautern. Autrefois un géant en Europe, il se trouve actuellement en deuxième

division allemande avec le rêve de contrecarrer les objectifs de Xabi Alonso.

Ligue Europa

C'est sûrement le titre le plus difficile à obtenir. Les hommes de Xabi Alonso sont bien placés pour atteindre les demi-finales de la Ligue Europa après leur victoire 2-0 contre West Ham. À cela s'ajoute le fait que Liverpool, grand favori, est pratiquement éliminé après sa défaite 0-3 à Anfield contre l'Atalanta.

Ainsi, le Bayer Leverkusen est à 4 matches - un en quarts, deux en demi-finales et la finale - de pouvoir remporter sa première Ligue Europa - deuxième UEFA - de son histoire.

Tout cela dans une saison où l'équipe de Xabi Alonso n'a pas encore perdu un seul match. Un impressionnant bilan de 37 victoires et seulement 5 matches nuls sur les 42 matches disputés jusqu'à présent.

Varane de nouveau blessé

Raphaël Varane, joueur de Manchester United, sera absent pour les prochaines semaines en raison d'une blessure musculaire, a annoncé le club dans un communiqué. Cela porte à 10 le nombre de problèmes physiques qui ont mis sur la touche l'ancien joueur du Real Madrid depuis qu'il a signé avec le club.

Manchester United a confirmé une nouvelle blessure de Raphaël Varane dans un communiqué. Le défenseur central français a été victime d'un problème musculaire lors du match contre Chelsea, dans le cadre de la 31e journée de Premier League.

Les Red Devils ont expliqué que l'ancien joueur du Real Madrid sera indisponible pour les prochaines semaines. L'objectif du défenseur central est de reprendre la compétition avant la fin de la saison en cours.



Varane a joué 93 matches pour United. Il a marqué 2 buts et délivré 1 passe décisive. Son rôle à Manchester a diminué par rapport à ses dernières saisons à Santiago Bernabeu, où il était un titulaire indiscutable.

D'autre part, United a également confirmé dans son dernier communiqué de presse l'absence de Jonny Evans. L'Anglais manquera le prochain match contre Bournemouth en raison d'une blessure musculaire.



Rio Ferdinand critique la performance de Donnarumma contre le Barça

Rio Ferdinand, légende de Manchester United, a critiqué sévèrement Gianluigi Donnarumma pour ses maladresses lors de la défaite du Paris Saint-Germain contre Barcelone en Ligue des champions (2-3).

Le gardien de but du Paris Saint-Germain, Gianluigi Donnarumma, a été fortement critiqué par les supporters et d'autres professionnels du football pour ses maladresses lors de la défaite 2-3 de son équipe face

à Barcelone lors du quart de finale aller de la Ligue des champions mercredi.

Le gardien italien a commis plusieurs erreurs qui ont coûté cher à son équipe, car le joueur de 25 ans semblait nerveux et n'avait pas son tempérament habituel.

La légende de Manchester United, Rio Ferdinand, a fait partie de ceux qui ont critiqué les performances du gardien après le match de mercredi au Parc des Princes. "Il s'agit de la première fois que l'on peut voir un gardien de but dans un match de football.

"Je pense qu'à certains moments de la première mi-temps, un homme de son expérience, c'est une merveilleuse finition du pied droit [de Raphinha]. Je ne sais pas comment il perd sa taille, mais il est à six et sept", a-t-il ajouté.

115 000 euros d'amende pour le forfait de Fenerbahçe en Supercoupe

Fenerbahçe devra payer 115 000 euros à la fédération pour avoir quitté le terrain après seulement deux minutes de jeu lors d'un match de Super Coupe. Ahmet Katenci, un officiel du club, devra payer 15 000 euros supplémentaires pour des gestes contraires à l'esprit sportif.

Fenerbahçe devra payer une amende d'environ 115 000 euros pour avoir abandonné la finale de la Super Coupe de dimanche dernier contre Galatasaray après seulement deux minutes de jeu, a annoncé jeudi la Fédération turque de football (TFF).

En outre, le match sera comptabilisé comme une victoire 3-0 de Galatasaray et une amende de 15 000 euros sera également infligée à Ahmet Katenci, membre du conseil d'administration de Fenerbahçe, pour avoir fait des "gestes contraires à l'esprit du sport" lorsqu'il a retiré l'équipe du terrain.

Fenerbahçe se plaint depuis des mois de ce qu'il perçoit comme une antipathie de la part de la fédération et des arbitres envers le club et, en signe de protestation, il n'a pas envoyé l'équipe première à la Super Coupe, mais les joueurs U19.

Dès la première minute, l'attaquant argentin de Galatasaray, Mauro Icardi, a marqué un but et, immédiatement après, Fenerbahçe a ordonné à ses joueurs de se retirer.



Les supporters de l'OM finalement autorisés à se rendre au Stade de la Luz

Les fans de l'Olympique de Marseille pourront bien assister jeudi soir au quart de finale de leur équipe face au Benfica au Stade de la Luz, a annoncé l'OM dans un communiqué officiel quelques heures avant le coup d'envoi.

Après de longs jours de négociations entre les deux clubs, l'Olympique de Marseille et Benfica ont trouvé un accord pour autoriser le déplacement de leurs supporters dans le parcage visiteur.



Les fans de l'Olympique de Marseille pourront bien assister jeudi soir au quart

de finale de leur équipe face au Benfica au Stade de la Luz.

Le communiqué de l'OM :

"L'Olympique de Marseille a pris connaissance de la décision du ministère de l'Intérieur d'autoriser le déplacement des supporters du SL Benfica la semaine prochaine à Marseille à l'occasion du quart de finale retour d'UEFA Europa League.

Le club tient également à informer ses supporters qu'à la suite

des derniers échanges intervenus avec le SL Benfica, les supporters de l'OM détenteurs d'un billet dans la tribune visiteurs pourront accéder ce soir à l'Estádio Da Luz pour soutenir leur équipe.

L'OM se félicite que tous les efforts déployés ces derniers jours aient abouti à une issue favorable en laquelle Pablo Longoria a toujours cru et remercie l'ensemble des parties prenantes qui ont œuvré en ce sens.

Le club appelle tous les supporters de l'OM à se rendre au stade dans le calme et en suivant le plan d'acheminement et d'accès initialement convenu."

L'ancien entraîneur adjoint de l'Atletico Madrid, German Burgos, s'est excusé pour un commentaire offensant à l'encontre de l'ailier Lamine Yamal, avant le match de Ligue des champions entre le PSG et le Barcelone, mercredi.

German Burgos commentait pour la chaîne de télévision espagnole Movistar le match opposant le PSG au FC Barcelone en quart de finale aller de la Ligue des champions, mercredi.

Après avoir vu des images de Lamine Yamal jonglant avec un ballon avant le coup d'envoi, Burgos a déclaré que le jeune prodige "finirait à un feu rouge" si sa carrière de footballeur échouait, semblant suggérer qu'il mendierait de l'argent.

Les médias espagnols ont qualifié ce commentaire de "raciste" et Burgos, qui était auparavant l'ancien entraîneur adjoint de Diego Simeone à l'Atletico, a été contraint de s'excuser après que les deux équipes ont boycotté les interviews d'après-match avec la chaîne Movistar en signe de protestation.

"Si quelqu'un s'est senti offensé, je m'en excuse publiquement", a déclaré Burgos sur Movistar. "A notre



German Burgos s'excuse pour son commentaire sur Lamine Yamal

époque, il faut s'adapter à tout et c'est ce que nous faisons". Plus tard, l'Argentin a publié une déclaration sur son compte Instagram réitérant ses excuses.

"Je n'avais pas l'intention de blesser Lamine Yamal, ni Barcelone, ni les joueurs, ni l'UEFA, ni Movistar Plus, où je travaille. J'ai fait une blague sur ses qualités et j'ai salué ses vertus, en aucun cas je n'ai parlé d'une quelconque ethnie ou classe sociale", a-t-il écrit sur son compte Instagram.

Movistar s'est également excusé pour le commentaire visant Lamine Yamal, qui a été mercredi l'un des deux joueurs du FC Barcelone, avec le défenseur de 17 ans Pau Cubarsi, à devenir le plus jeune joueur de l'histoire à participer aux quarts de finale de la Ligue des champions.

Yamal, qui est le plus jeune joueur et buteur de l'histoire de l'Espagne, réalise une bonne saison et devrait participer à l'Euro-2024 avec la Roja.

Moussa Diaby, une saison sur courants alternatifs à Aston Villa

Entre départ canon, passages sur le banc et retour en forme, la première saison de Moussa Diaby n'a pas été linéaire à Aston Villa, mais l'entraîneur Unai Emery apprécie la progression du Français avant la réception de Lille, jeudi en Ligue Europa Conférence.

Le club de Birmingham a réalisé le plus gros transfert de son histoire l'été dernier avec l'ailier de 24 ans, tête de gondole du Bayer Leverkusen de Xavi Alonso, à qui il a fallu verser plus de 50 millions d'euros, selon la presse.

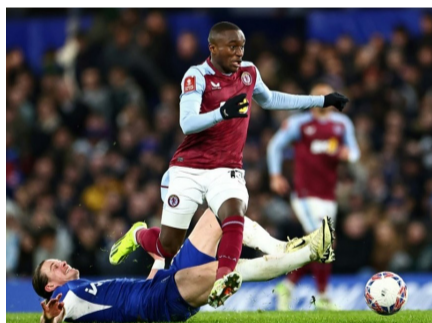
Diaby a dompté la pression de ces gros millions dans un début de saison tonitruant, contribuant notamment à six buts (trois marqués et trois passes décisives) lors de ses dix premiers matches de Premier League, tous disputés comme titulaire.

La flamme a cependant commencé à vaciller par la suite, sous l'effet d'une baisse d'efficacité et du jeu de la concurrence.

Unai Emery a parfois préféré Leon Bailey sur le côté droit et l'ailier jamaïcain de 26 ans a saisi pleinement sa chance, poussant Diaby à patienter sur le banc des remplaçants.

En février, notamment, le "Titi" formé au Paris Saint-Germain a dû ronger son frein, utilisé comme "joker" en fin de match, avant de refaire surface le mois suivant, en club et en sélection.

Son temps de jeu à Aston Villa "s'est



un peu réduit, mais il est capable d'être décisif, de marquer et de faire marquer", a mis en avant Didier Deschamps pour justifier la convocation de Diaby, un an après la dernière.

Figurer dans la dernière liste des Bleus avant l'Euro-2024, en l'absence de Kingsley Coman (forfait) et aux dépens notamment du prometteur Bradley Barcola, a probablement fait du bien à l'ex-Parisien, peu utilisé durant le rassemblement mais revenu dans la lumière, juste avant et juste après.

"Il s'améliore" dicit Emery

Il s'est distingué avec une passe décisive face à West Ham (1-1) avant de rejoindre Clairefontaine, puis avec un but et un "assist" contre Wolverhampton (2-0) à la reprise.

"Pour certains joueurs, l'adaptation à la Premier League et à notre idée, notre style, nos exigences, c'est plus facile ou parfois plus difficile", a expliqué Emery, le 5 avril, à propos de Diaby. "Il s'améliore" et "je suis très content de sa

progression", a-t-il dit.

L'entraîneur espagnol a rappelé à cette occasion combien la polyvalence du Français, capable de jouer "sur le côté ou à l'intérieur, comme numéro 10 ou deuxième attaquant", était précieuse à ses yeux.

Pour Diaby, ce côté couteau suisse sur le front de l'attaque a cependant un inconvénient, celui d'être trimbalé d'un match à l'autre à une position différente sans pouvoir perfectionner les automatismes.

En tout cas, "il s'adapte de mieux en mieux à tout ce que nous planifions et à tout ce que nous faisons sur le plan tactique", a insisté Emery.

L'ex-manager de Séville, Paris, Arsenal et Villarreal a décelé dans la saison un axe d'amélioration chez son attaquant: "essayer de rester calme, ne pas se précipiter ou être impatient" dans le jeu, et désormais "c'est ce qu'il fait", a-t-il applaudi.

Ces déclarations sont intervenues après une titularisation contre Manchester City (défaite 4-1) et avant une entrée dans le temps additionnel face à Brentford (3-3) en championnat.

En Ligue Europa Conférence, au tour précédent, Emery l'a installé dans le "onze" de départ contre l'Ajax Amsterdam, à l'aller (0-0) et au retour (4-0). Bis repetita face à Lille?

Manchester United freine Liverpool dans sa course au titre

Le défi pour le titre de Premier League de Liverpool a été ébranlé par les superbes buts de Bruno Fernandes et Kobbie Mainoo, qui ont arraché un match nul 2-2 pour Manchester United dimanche.

Les visiteurs ont dominé la majeure partie du match mais ont eu besoin d'un penalty de Mohamed Salah six minutes avant la fin pour éviter une deuxième défaite à Old Trafford en l'espace de trois semaines.



Le match nul laisse Liverpool derrière les leaders de la Premier League, Arsenal, à la différence de buts et à seulement un point devant Manchester City, avec sept matches à jouer dans la course au titre la plus serrée.

Si les Reds ne parviennent pas à marquer la dernière saison de Jurgen Klopp en remportant un 20e titre de Premier League anglaise, pour égaler le record de United, ils se souviendront de ce jour et se demanderont comment deux points leur ont échappé.

Pour Liverpool, c'était une histoire similaire à leur défaite palpitante en quart de finale de la FA Cup 4-3 alors qu'ils ont gaspillé une série de chances de creuser l'écart et ont fini par être surpris par le coup de poing de United.

Un point ne contribue pas non plus beaucoup aux espoirs de qualification de United pour la Ligue des champions de la saison prochaine. Les hommes d'Erik ten Hag sont à 11 points de la quatrième place occupée par Aston Villa et à huit points derrière Tottenham en cinquième position.

Premier League

Arsenal défendra sa première place face à Aston Villa



Le match de Premier League, qui se tiendra ce dimanche, verra l'équipe qui reçoit, Arsenal, se préparer à l'arrivée de Aston Villa.

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au London Stadium (Londres) sera donné le dimanche 14 avril 2024 à 17h. Avant la rencontre, West Ham est classé à la 7ème place du Championnat d'Angleterre et Fulham à la 13ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 45 fois depuis 1959, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Fulham le dimanche 10 décembre 2023 (Championnat d'Angleterre - 16e journée : 5-0).

Arsenal se prépare à jouer cette épreuve après son dernier partage avec le Bayern Munich en Champions League qui s'est terminé sur le score de 2-2.

Lors de la rencontre précédente, Arsenal affichait un taux de possession de balle de 59% et 13 tirs au but dont 4 cadrés. Du côté de Arsenal, les buts ont été inscrits par Bukayo Saka (12') et Leandro Trossard (76'). Dans le camp adverse, le Bayern Munich, a eu 8 tentatives de tir au but dont 2 cadrés. Serge Gnabry (18') et Harry Kane (32') a marqué pour le Bayern Munich. Les résultats récents

mettent vraiment l'accent sur le fait que l'arrière-garde de Arsenal a donné le maximum. Au cours de ses six dernières rencontres, Arsenal a été très efficace défensivement, ayant concédé seulement 3 buts en tout. Avant de se lancer dans cette confrontation, Arsenal n'a pas connu la moindre défaite lors de ses 5 matchs précédents de championnat à domicile.

Aston Villa se prépare pour ce duel après avoir gagné son duel contre Lille sur le score de 2-1 en UEFA Ligue de conférence au cours de sa précédente rencontre. Du côté de Aston Villa, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Ollie Watkins (13') et John McGinn (56'). Bafodé Diakité (84') a marqué pour Lille.

Montrant leur enthousiasme pour les matchs animés, les deux camps ont converti leurs occasions à 20 reprises lors des six rencontres précédentes dans lesquelles Aston Villa a envoyé ses joueurs sur la pelouse, marquant une moyenne de 3.33 buts par affrontement. Parmi tous ces buts, les camps adverses en ont mis 8. En dépit des résultats précédents, nous devons attendre de voir si cette tendance va réellement se vérifier à l'occasion de cette prochaine rencontre.

En analysant les dernières statistiques, on observe que Aston Villa:

n'a pas eu le dessus sur Arsenal lors des 2 matchs précédents de championnat en extérieur.

n'a connu aucun succès à l'extérieur lors de ses 2 rencontres précédentes de championnat.

Si on examine leurs rencontres passées, en allant jusqu'au 06/02/2021, on s'aperçoit que Arsenal a gagné 4 fois au cours de ces matchs, Aston Villa a enregistré 2 succès et le nombre de duels où les deux équipes ont partagé l'enjeu était de 0. En faisant les comptes, ces adversaires ont réussi à marquer 16 buts lors de ces duels, répartis comme suit : 10 en faveur de Arsenal et 6 pour Aston Villa. En faisant nos calculs, on obtient une moyenne de 2.67 buts par match.

En championnat, le dernier match qui opposait ces deux clubs a eu lieu lors de la 16ème journée de Premier League le 09/12/2023. Les deux équipes se sont quittées sur le score de Aston Villa 1-0 Arsenal. Lors de ce match, Aston Villa affichait un taux de possession de balle de 39% et 10 tirs au but avec 3 cadrés. John McGinn (7') a été le seul joueur à marquer. En face, Arsenal avait eu 11 tentatives de tir

au but avec 5 cadrés.

Étant donné que son noyau de joueurs est presque au complet, Mikel Arteta, l'entraîneur de Arsenal, n'a seulement qu'un petit problème qu'il doit gérer en ce qui concerne la condition physique de son équipe. Jurrien Timber ne disputera pas cette rencontre. Hormis ce dernier, il ne lui manque aucun autre joueur. Lors de cette confrontation, il est fort probable que Arsenal opte pour une formation en 4-3-3 et commence la partie avec David Raya, Ben White, William Saliba, Gabriel, Oleksandr Zinchenko, Martin Ødegaard, Jorginho, Declan Rice, Bukayo Saka, Kai Havertz et Gabriel Jesus.

Le manager de Aston Villa, Unai Emery, a beaucoup de blessés au sein de son équipe. Boubacar Kamara, Matty Cash, Emiliano Buendía, Tyrone Mings et Jacob Ramsey resteront sur le banc.

Il y a de grandes chances que Aston Villa favorise un schéma tactique en 4-4-2 et débute la rencontre avec Emiliano Martinez, Ezri Konsa, Diego Carlos, Pau Francisco Torres, Lucas Digne, Leon Bailey, John McGinn, Youri Tielemans, Morgan Rogers, Ollie Watkins et Jhon Durán.

